

BALYO

Société anonyme

74, avenue Vladimir Ilitch Lénine

94110 ARCUEIL

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

SIRIS

103, rue de Miromesnil

75008 Paris

SARL au capital de 800.000 €

449 272 392 R.C.S. Paris

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie
Régionale de Paris

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie
Régionale de Versailles et du Centre

BALYO

Société anonyme

74, avenue Vladimir Ilitch Lénine

94110 ARCUEIL

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société BALYO

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BALYO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Estimation du chiffre d'affaires :

Note 5.1 de l'annexe des comptes consolidés.

Risque identifié

Depuis 2021, le groupe exerce une part significative de son activité au travers des ventes de Kits Robotiques qui représentent un montant de 16,4 M€ (75% du chiffre d'affaires total).

Le chiffre d'affaires « Kits robotiques » est reconnu dès la mise à disposition du client dans une zone de stockage dédiée, et par conséquent comptabilisé avant la livraison physique au client dans le cas des ventes à livrer (« Bill-and-hold »). Cette méthode de reconnaissance implique un suivi spécifique des kits robotiques produits et stockés dans la zone de stockage dédiée.

Ces éléments nous ont conduit à considérer le dispositif de suivi comme un point clé de l'audit et, en conséquence, à adapter nos travaux pour vérifier la réalité du chiffre d'affaires reconnu.

Notre réponse

Nos procédures d'audit ont consisté notamment à :

- Analyser les termes contractuels et engagements de la société avec le client afin de confirmer le fait générateur de reconnaissance du chiffre d'affaires ;
- Comprendre le processus de suivi mis en place l'entreprise ;
- Participer à l'inventaire physique des Kits Robotiques présents dans la zone de stockage dédiée ;
- Rapprocher, sur la base d'un échantillon, le chiffre d'affaires ainsi comptabilisé avec les bons de commandes reçus, l'existence dans l'inventaire physique ou la preuve de sortie de la zone de stockage dédiée à l'initiative du client.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations présentées dans la note annexe 5.1 aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BALYO par l'assemblée générale du 25 novembre 2016 pour Deloitte & Associés et par celle du 1er juillet 2010 pour SIRIS.

Au 31 décembre 2021, Deloitte & Associés et SIRIS étaient respectivement dans la sixième et douzième année de leur mission sans interruption, soit dans la cinquième année depuis que les titres sont admis sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet

de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 20 avril 2022

Les commissaires aux comptes

SIRIS

Deloitte & Associés



Emmanuel MAGNIER

Stéphane MENARD

COMPTES CONSOLIDÉS ÉTABLIS EN NORMES IFRS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Etat de situation financière	Notes	31/12/2021 K€	31/12/2020 K€
Goodwill			
Immobilisations incorporelles	4.1	226,0	166,9
Immobilisations corporelles	4.2	863,6	800,3
Droits d'utilisation liées aux obligations locatives	4.3	3 563,4	3 748,7
Autres actifs financiers non courants	4.4	2 250,0	2 243,1
Autres créances non courantes	4.4	0,0	75,4
Total actifs non courants		6 903,0	7 034,4
Stocks	4.5	3 362,2	3 379,8
Clients et comptes rattachés	4.6	6 359,5	8 039,4
Autres créances	4.7	2 885,7	3 317,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	10 215,5	8 797,4
Total actifs courants		22 822,9	23 534,1
Total Actif		29 725,9	30 568,5
Capitaux propres			
Capital	4.9	2 701,7	2 303,2
Primes d'émission et d'apport	4.9	11 099,1	15 167,0
Réserve de conversion	4.9	(266,0)	(340,7)
Autres éléments du Résultat global	4.9	211,7	30,5
Réserves - part du groupe	4.9	(9 962,1)	(11 622,1)
Résultat - part du groupe	4.9	(1 928,0)	(7 909,4)
Total des capitaux propres		1 856,4	(2 371,5)
Passifs non courants			
Engagements envers le personnel	4.12	354,8	433,4
Dettes financières non courantes	4.11	8 788,7	9 988,8
Dettes liées aux obligations locatives non courantes	4.11	3 053,7	3 141,4
Provisions et autres dettes non courantes	4.13.1	1 011,8	1 003,8
Passifs non courants		13 209,0	14 567,4
Passifs courants			
Dettes financières courantes	4.11	1 349,3	717,9
Dettes liées aux obligations locatives courantes	4.11	1 177,4	790,9
Provisions	4.10	0,0	0,0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.13.2	4 650,7	8 534,9
Dettes fiscales et sociales	4.13.3	2 478,0	2 275,7
Autres passifs courants	4.13.3	5 005,1	6 053,2
Passifs courants		14 660,5	18 372,6
Total Passif		29 725,9	30 568,5

Compte de résultat	Notes	31/12/2021 K€	31/12/2020 K€
Chiffre d'affaires	5.1	21 771,9	21 684,6
Cout des ventes	5.1	(11 763,0)	(17 113,9)
Marge brute		10 008,9	4 570,7
Frais de recherche et développement	5.2.1	(3 864,3)	(3 860,5)
Frais de marketing et vente	5.2.2	(2 112,2)	(2 275,8)
Frais généraux et administratifs	5.2.3	(6 276,2)	(5 992,7)
Paiements en actions	4.9.3	(184,8)	(39,7)
Autres charges et produits opérationnels	5.2.4	935,9	57,7
Résultat opérationnel		(1 492,7)	(7 540,3)
Coût de l'endettement financier net	5.4	(343,1)	(323,2)
Autres produits et charges financières	5.4	(92,2)	(45,1)
Résultat financier		(435,3)	(368,3)
Résultat avant impôts		(1 928,0)	(7 908,6)
Charges d'impôts	5.5	0,0	(0,8)
Résultat net de la période		(1 928,0)	(7 909,4)
<i>Part du Groupe</i>		<i>(1 928,0)</i>	<i>(7 909,4)</i>
<i>Intérêts ne conférant pas le contrôle</i>		<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Résultat par action	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour résultat de base	5.6	29 847 402	28 697 927
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour résultat dilué	5.6	32 311 010	30 235 227
Résultat de base par action (€/action)	5.6	(0,06)	(0,28)
Résultat dilué par action (€/action)	5.6	(0,06)	(0,28)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

BALYO - IFRS Etat du Résultat Global consolidé	31/12/2021 K€	31/12/2020 K€
Résultat net de la période	(1 928,0)	(7 909,4)
Ecarts actuariels (non recyclables)	181,2	58,1
Ecarts de conversion de consolidation	74,7	(88,9)
Résultat Global	(1 672,1)	(7 940,2)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Variation des capitaux propres consolidés	Capital Nombre d'actions	Capital K€	Primes liées au capital K€	Réserves et résultat K€	Ecarts de conversion K€	Ecarts actuariels K€	Capitaux propres part du Groupe K€
Au 31 décembre 2020	28 790 498	2 303,2	15 167,0	(19 531,5)	(340,7)	30,5	(2 371,5)
Résultat net décembre 2021				(1 928,0)			(1 928,0)
Autres éléments du résultat global					74,7	181,2	255,9
Résultat global							(1 672,1)
Augmentation de capital en numéraire	4 885 089	390,9	5 715,6				6 106,5
Exercice du BSPCE	80 000	6,4	121,6				128,0
Attribution définitive d'actions gratuites	15 150	1,2	(1,2)				0,0
Apurement des reports à nouveaux			(9 390,6)	9 390,6			0,0
Frais d'augmentation de capital			(513,3)				(513,3)
Annulation des actions propres issues du contrat de liquidité (variation)				(17,6)			(17,6)
Paiements en actions				196,4			196,4
Au 31 décembre 2021	33 770 737	2 701,7	11 099,1	(11 890,1)	(266,0)	211,7	1 856,4

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

BALYO - IFRS Tableau de flux de trésorerie consolidés	Notes	31/12/2021 K€	31/12/2020 K€
Résultat net		(1 928,0)	(7 909,4)
(+) Elimination des amortissements des immobilisations incorporelles	4.1	54,0	74,4
(+) Elimination des amortissements des immobilisations corporelles	4.2	294,2	354,4
(+) Elimination des amortissements (IFRS 16)	4.3	1 534,5	1 022,1
(+) Dotations provisions	4.12/4.10	350,6	1 183,8
(-) Reprises provisions	4.10	(240,0)	(62,0)
(+) Charge liée aux paiements fondés sur des actions	4.9	196,4	47,1
(-) Intérêts financiers cout amorti		37,8	58,2
(-) Plus ou moins-value de cession des actifs	4.2	97,7	(5,2)
(+/-) Autres éléments	4.4	(1 253,1)	(75,0)
Capacité d'autofinancement après cout de l'endettement et de l'effet d'impôt		(855,9)	(5 311,6)
(+) Elimination du coût de l'endettement financier net		343,2	380,4
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement et de l'effet d'impôt		(512,7)	(4 931,2)
(-) Variation du besoin en fonds de roulement (nette des dépréciations de créances clients et stocks)	4.15	(2 548,5)	763,9
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles		(3 061,2)	(4 167,3)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	4.1	(113,0)	(10,3)
Acquisition d'immobilisations corporelles	4.2	(446,7)	(26,3)
Variation des dettes sur immobilisation		34,6	(36,3)
Variation des autres actifs financiers non courants	4.4	1 007,8	98,6
Flux de trésorerie générés par les opérations d'investissement		482,7	25,7
Augmentation de capital net des frais d'augmentation	4.9	5 721,0	241,1
Encaissement d'avances, subventions conditionnées et factoring	4.11	0,0	328,6
Encaissement des nouveaux emprunts ou emprunts obligataires convertibles	4.11	0,0	9 500,0
Intérêts financiers net versés	5.4	(343,0)	(380,4)
Remboursements des dettes IFRS 16	4.11	(1 052,7)	(945,5)
Remboursements d'emprunts et d'avances conditionnées	4.11	(410,0)	(321,7)
Flux de trésorerie générés par les opérations de financement		3 915,3	8 422,1
Incidences des variations des cours de devises		81,2	(42,1)
Augmentation (Diminution de la trésorerie)		1 418,0	4 238,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		8 794,9	4 556,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture		10 212,9	8 794,9
Augmentation (Diminution de la trésorerie)		1 418,0	4 238,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	10 215,5	8 797,4
Concours bancaires courants	4.11	(2,6)	(2,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture		10 212,9	8 794,9

Détail de la variation du BFR en K€	31/12/2021	31/12/2020
Stocks (net des dépréciations de stocks)	47,2	225,0
Clients et comptes rattachés (net des dépréciations de créances clients)	1731,6	4556,8
Autres créances	433,2	564,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(3 891,7)	(1 405,9)
Dettes fiscales et sociales	189,9	(860,3)
Autres passifs courants	(1 058,7)	(2 316,4)
Variation du besoin en fonds de roulement (nette des dépréciations de créances clients et stocks)	(2 548,5)	763,9

Notes aux états financiers consolidés

(Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette note annexe sont en milliers d'euros)

Table des matières

Table des matières

NOTE 1. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET DES ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS	9
1.1 Information relative à la Société et à son activité	9
1.2 Événements marquants de l'exercice clos le 31 décembre 2021.....	9
1.3 Impact de la crise sanitaire COVID-19 sur les comptes au 31 décembre 2021.....	10
1.4 Événements postérieurs à la clôture 2021.....	11
NOTE 2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	11
2.1 Principe d'établissement des comptes consolidés IFRS du Groupe.....	12
2.2 Utilisation de jugements et d'estimations.....	14
2.3 Transactions et états financiers libellés en devises étrangères.....	15
2.3.1 Conversion des états financiers	15
2.3.2 Conversion des transactions en devises.....	15
2.4 Distinction courant et non courant au bilan.....	16
NOTE 3. INFORMATIONS SECTORIELLES	17
3.1 Le secteur opérationnel du Groupe	17
3.2 Informations par client-clé et zone géographique.....	17
NOTE 4. DÉTAIL DE L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE	18
4.1 Immobilisations incorporelles.....	18
4.2 Immobilisations corporelles.....	19
4.3 Droits d'utilisation	20
4.4 Autres Actifs Financiers et autres créances non courants.....	23
4.5 Stocks.....	24
4.6 Créances clients et comptes rattachés.....	24
4.7 Autres créances	25
4.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	26
4.9 Capitaux propres	26
4.9.1 Capital émis.....	26
4.9.2 Gestion du capital et distribution de dividendes.....	27
4.9.3 IFRS 2	27
4.10 Provisions	31
4.11 Dettes financières courantes et non courantes.....	33
4.11.1 Avances remboursables.....	35
4.11.2 Droits d'utilisation	37
4.11.3 Evolution de l'endettement financier	37
4.12 Engagements sociaux.....	38

4.13 Autres dettes	39
4.13.1 Autres passifs non courants.....	39
4.13.2 Fournisseurs et comptes rattachés.....	39
4.13.3 Autres passifs courants et dettes fiscales et sociales	39
4.14 Juste valeur des instruments financiers	40
4.15 Analyse de la variation du BFR.....	42
NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT.....	43
5.1 Chiffre d'affaires et marge brute.....	43
5.2 Détails des charges et produits par fonction	44
5.2.1 : Frais de recherche et développement.....	44
5.2.2 : Frais de Marketing et Ventes	45
5.2.3 : Frais généraux et administratifs	45
5.2.4 Autres produits / Charges non opérationnels.....	45
5.3 : Effectifs et masse salariale	46
5.4 Résultat financier.....	46
5.5 Impôts sur les bénéfices	47
5.5.1 Impôts différés actif et passif.....	47
5.5.2 Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif.....	48
5.5.3 Nature des impôts différés.....	48
5.6 Résultat par action	48
NOTE 6. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	49
6.1 Principaux contrats de partenariats	49
6.1.1 Contrat de partenariats avec LINDE MATERIAL HANDLING	49
6.1.2 Contrat de partenariats avec HYSTER-YALE	50
6.1.3 Contrat de partenariats avec AMAZON.....	50
NOTE 7. AUTRES INFORMATIONS.....	51
7.1 Parties liées.....	51
7.1.1 Transactions avec des parties liées	51
7.1.2 Rémunérations des dirigeants.....	52
7.2 Gestion et évaluation des risques financiers	52
7.2.1 Risque de crédit.....	52
7.2.2 Risque de taux d'intérêts.....	53
7.2.3 Risque de change.....	53
7.2.4 Risque de liquidité.....	53
7.2.5 Risque liés aux impacts COVID-19.....	54
7.3 Honoraires des commissaires aux comptes.....	55

NOTE 1. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET DES ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes annuels consolidés en normes IFRS faisant partie intégrante des états financiers présentés pour les exercices clos le 31 décembre 2021 et 2020.

Chacun de ces exercices à une durée de douze mois couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.1 Information relative à la Société et à son activité

La Société [BALYO](#) (la « Société » ou « BALYO ») a été constituée sous la forme d'une [société anonyme](#). Le Groupe consolidé (le « Groupe ») comprend la société mère BALYO et les filiales.

Adresse du siège social : [74 Avenue Vladimir Ilitch Lénine, 94110 Arcueil, France](#).

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 483 563 029 RCS de Créteil.

BALYO a pour [activité la conception d'automatismes dans tous les domaines, la fabrication et la commercialisation d'automatismes dans tous les secteurs](#).

[La société BALYO et ses filiales](#) sont ci-après dénommée la « Société » ou le « Groupe ».

1.2 Événements marquants de l'exercice clos le 31 décembre 2021

- **24 mars 2021** : BALYO poursuit sa collaboration avec XPO Logistics dans le cadre de tests d'une solution de chariot élévateur autonome en France. La société annonce un programme de tests d'une nouvelle technologie en collaboration avec XPO Logistics première entreprise de logistique en Europe à tester le nouveau chariot à mât rétractable robotisé de Balyo en conditions réelles. Le premier test est en cours dans un centre de distribution de XPO près de Blois, en France.
- **17 mai 2021** : BALYO adopte le LIDAR digital d'Ouster pour ses robots de manutention Remplacement des capteurs 2D actuels par le LIDAR digital 3D d'Ouster pour permettre un niveau plus élevé d'autonomie. La société signe un partenariat stratégique avec Ouster, Inc. (NYSE : OUST), afin de déployer le LIDAR digital 3D d'Ouster sur ses robots de manutention. Dans le cadre de l'accord pluriannuel conclu, Ouster fournira ses capteurs de vision ultra-large OS0.
- **27 mai 2021** : La société annonce un partenariat stratégique avec Körber pour améliorer la productivité et la sécurité des entrepôts. Le partenariat entre Körber et BALYO, développeur et intégrateur de robots de manutention avancés, permettra de proposer aux entreprises du monde entier la toute dernière technologie en matière d'équipements de manutention autonome.
- **7 juillet 2021** : La société annonce un partenariat avec son client FM Logistic pour ouvrir sa propre plate-forme logistique « Fulfillment ». Ce partenariat entre BALYO et FM Logistic, expert de la supply chain a pour objectif de développer un centre logistique de référence dans la robotique mobile appliquée aux mouvements de palettes en France et en Europe. Cette plate-forme, située à Moissy-Cramayel, est une opportunité pour BALYO de poursuivre ses innovations technologiques grandeur nature, accueillir ses clients et partenaires et ainsi soutenir sa dynamique commerciale.

La Société annonce également l'arrivée d'un nouveau Chief Sales Officer, Mark Stevenson, natif Américain et vivant en Europe depuis de nombreuses années, avec plus de 20 ans d'expérience internationale dans la logistique robotisée auprès des sociétés reconnues telle que JBT ou Dematic.

- **22 juillet 2021** : Dans le cadre de l'entrée de CAPZA Transition au capital du groupe Norcan, BALYO a fait usage de sa faculté de se faire racheter les 88.750 BSA émis à son bénéfice en juillet 2020 par Sherpa Mobile Robotics (SMR), filiale de Norcan. Pour rappel, afin de se concentrer sur sa nouvelle stratégie, BALYO avait conclu en début d'année 2020 un accord avec Norcan afin de lui permettre le développement opérationnel de la

gamme Sherpa®, au travers de la société SMR créée à cet effet. Aux termes de cet accord, et en contrepartie notamment des dépenses de développement engagées, de l'apport de la propriété intellectuelle et des équipes nécessaires au développement de la gamme Sherpa®, SMR avait émis des BSA au bénéfice de BALYO pouvant lui donner accès, sous certaines conditions, jusqu' à 30% du capital de SMR. La cession des BSA est intervenue le 23 juillet prochain en contrepartie du versement en numéraire d'un prix d'1,1 M€. BALYO continuera à assister SMR dans le cadre des contrats de licence et d'assistance technique signés en 2020. (cf note 4.4 pour plus de détails).

- **15 octobre 2021** : BALYO annonce la réalisation d'une augmentation de capital par placement privé auprès d'investisseurs qualifiés, français et internationaux, pour un montant global de 7,8 millions d'euros. L'Offre Primaire a donné lieu à l'émission de 4 885 089 actions ordinaires nouvelles, soit 16,7% du capital social de la Société, à un prix par action de 1,25 euro (prime d'émission incluse) représentant une levée de fonds totale de 6 106 361,25 euros (prime d'émission incluse).

21 décembre 2021 : Pour la troisième année consécutive, BALYO et Linde Material Handling ont décidé de contractualiser leur collaboration via la signature d'un contrat cadre de commandes. Le partenaire industriel historique de BALYO s'est ainsi engagé à commander des solutions BALYO à hauteur de 13,9 M€ au cours de l'exercice 2022.

Au cours du second semestre 2021, la société a pris la décision de déménager son siège social situé à Ivry et par conséquent de résilier son bail. Après avoir informé le CSE en date du 2 novembre 2021, la société est rentrée en négociation avec le bailleur sur les modalités de départ, cette négociation s'est finalisée le 19 janvier 2022. Cette résiliation anticipée a donné lieu à restitution de la garantie à première demande d'un montant de 1,7M€ et du dépôt de garantie pour 177 K€. La société versera une indemnité d'éviction au bailleur d'un montant de 596 K€

1.3 Impact de la crise sanitaire COVID-19 sur les comptes au 31 décembre 2021

L'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié le 11 mars 2020 le développement du Covid-19 de pandémie. Les mesures de confinement, puis de sortie du confinement, mises en vigueur en Europe, cœur de l'activité de BALYO, ont conduit la Société à se réorganiser pour adapter son activité aux nouvelles contraintes liées à la pandémie.

Depuis fin mai 2020 la plupart des activités sont à nouveau réalisées sur site, et le recours au télétravail a fortement diminué. La production des kits et l'assemblage sur les chariots continuent sur le site de Moissy, de même que la validation sur le site d'Ivry. Le niveau d'approvisionnement et de stock permet la poursuite du travail d'assemblage dans de bonnes conditions. Plusieurs projets d'installation sont retardés à cause de l'interdiction des déplacements transfrontaliers.

La Société a eu recours au chômage partiel en S1 2020 et à l'APLD (activité partielle longue durée) pour la période de d'octobre 2020 à fin mars 2021.

La nette reprise de l'activité, et les perspectives commerciales ont permis un retour à la normale au cours du second semestre 2021.

Même si la fin de l'année 2021 a été marquée par la propagation du variant Omicron, avec de nouvelles mesures sanitaires annoncées fin décembre, l'impact sur les activités de la Société a été très faible. Et devrait le demeurer sur les premiers mois de l'année 2022.

Même si la crise du Covid-19 semble en grande partie derrière nous, la Société demeure prudente et continue à étudier les possibilités de se procurer des capitaux supplémentaires, et/ou d'avoir recours à des financements supplémentaires pour couvrir les éventuels risques liés à une reprise de la pandémie.

Le Groupe pourrait ne pas réussir à se procurer des capitaux supplémentaires quand il en aura besoin, ou ces capitaux pourraient ne pas être disponibles à des conditions financières acceptables pour le Groupe. Si les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles, le Groupe pourrait devoir :

- retarder, réduire ou supprimer le nombre ou l'étendue de son activité ; et
- conclure de nouveaux accords de collaboration à des conditions moins favorables pour lui que celles qu'il aurait pu obtenir dans un contexte différent.

Dans le cas où le Groupe leverait des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires pourrait être diluée. Le financement par endettement, dans la mesure où il serait disponible, pourrait par ailleurs comprendre des engagements contraignants pour le Groupe et ses actionnaires.

Un manque de liquidité, à court, moyen ou long terme, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

Sur la base des éléments en sa possession ce jour, la Société considère qu'elle pourra faire face à ses échéances à 12 mois à la date d'arrêté des comptes.

Impacts chiffrés sur 2021

Le principal impact lié aux effets du confinement a été comme en 2020 la restriction des déplacements dont les dépenses sont restées stables sur l'exercice.

Les charges de personnel sont en légère baisse en 2021 (effet combiné de la baisse des effectifs et de la mise en place du chômage partiel entre janvier et mars 2021).

Concernant l'état de la situation financière, le Groupe a obtenu de la part de ses partenaires financiers un étalement du remboursement sur 5 ans de son PGE d'un montant total de 9,5 M€ (cf. Note 4.11)

1.4 Événements postérieurs à la clôture 2021

Le 5 janvier 2022, la Société a signé un partenariat avec Bolloré Logistics, l'un des leaders mondiaux du transport et de la logistique, pour automatiser les mouvements de palettes dans leurs entrepôts de la zone Asie-Pacifique. L'objectif de cet accord est de favoriser une collaboration étroite pour implémenter les solutions robotisées de BALYO dans la zone Asie-Pacifique et ainsi accompagner Bolloré vers l'excellence opérationnelle. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie du B.Lab - l'accélérateur d'innovation de Bolloré Logistics - pour favoriser la coopération entre différents acteurs innovants du secteur de la logistique sur des technologies telles que la robotique, l'IoT et l'IA.

Le 7 février 2022, la société a conclu un nouveau bail avec prise d'effet au 1er mars 2022 pour une durée ferme de 6 ans. Le droit d'utilisation initial est estimé à 1 300 K€. La Société a transféré ainsi son siège social au 74 avenue Vladimir Ilitch Lénine à Arcueil (94110).

Guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine déclenchée par la Russie le 24 février 2022 aura des conséquences économiques et financières importantes au niveau mondial.

Les sanctions qui visent la Russie devraient avoir des incidences significatives pour les sociétés ayant des activités ou un lien d'affaires avec la Russie.

Au 31 décembre 2021, la Société n'a pas d'activité ou de lien d'affaires avec la Russie.

Toutefois, les activités de la Société pourraient être impactées par les conséquences directes ou indirectes du conflit qu'il n'est pas possible de quantifier avec précision à ce jour.

La Société pourrait notamment être exposée indirectement de plusieurs façons :

- Problèmes d'approvisionnements notamment sur des composants électroniques ;
- Hausse des coûts de production des kits robotiques en lien avec la flambée des matières premières et de l'énergie;
- Rallongement des délais d'approvisionnement de base truck pour les projets vendus en direct.

NOTE 2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire. Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

2.1 Principe d'établissement des comptes consolidés IFRS du Groupe

Déclaration de conformité

Le Groupe a établi ses comptes, arrêtés par le Conseil d'Administration le 25 mars 2022, conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'établissement des états financiers, et présentés avec en comparatif, l'exercice 2020 établi selon le même référentiel.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), comprend les normes comptables internationales (IAS – International Accounting Standards et IFRS – International Financial Reporting Standards), les interprétations du Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du Comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (IFRIC - International Financial Interpretations Committee).

Les principes généraux, les méthodes comptables et options retenus par le Groupe sont décrits ci-après.

Principe de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS : les avantages du personnel évalués selon la méthode des crédits projetés, les emprunts et dettes financières évalués selon la méthode du coût amorti, et les instruments financiers dérivés évalués en juste valeur.

Continuité d'exploitation

Le Conseil d'administration a retenu le principe de continuité d'exploitation, qui doit permettre de couvrir ses besoins prévisionnels pour les 12 prochains mois, sur la base des éléments suivants :

- une trésorerie disponible de 10,2 M€ au 31 décembre 2021,
- une structure de coûts nettement abaissée en 2021,
- un plan de transformation de la Société centré sur la consolidation de ses partenariats avec Linde et Hyster-Yale, et le développement de ses ventes directes et auprès d'un réseau d'intégrateurs intra logistiques
- de la signature d'un contrat cadre de commande de LINDE Material Handling à hauteur de 13,9 M€ pour l'exercice 2022,
- l'étalement de la période de remboursement d'un prêt PGE obtenu en 2020 pour 9,5 M€ sur une durée de 5 ans (entre juin 2022 et juillet 2026),

Méthodes comptables

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le groupe a appliqué l'ensemble des normes en vigueur au 31 décembre 2021, à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers,

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers, après prise en compte, ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous :

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2021

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2020, étant précisé qu'aucunes nouvelles normes, amendements de normes ou interprétations n'ont été adoptés et sont d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2021.

- *Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS publié le 6 décembre 2019 ;*

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 publié le 10 décembre 2019 ;
- Amendements à IAS 9, IAS 39 et IFRS 7, publié le 16 janvier 2020 ;
- Amendements à IFRS 3 – Définition d'une activité, publié le 22 avril 2020 ;

Ces nouveaux textes publiés par l'IASB n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers de la Société.

La décision de l'IFRS IC, intervenue en mai 2021, concernant l'attribution aux périodes de service des avantages relatif à un régime à prestation définie spécifique (norme IAS 19) est non applicable pour la société en lien avec la nature de sa convention collective (SYNTEC).

Les autres normes, amendements et interprétations n'ont pas eu d'impact sur les comptes du groupe ou sont non applicables.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, ou non encore adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 31 décembre 2021.

Il s'agit principalement de :

- Amendements à IFRS 3, « définition d'une activité », et amendements IAS 1 et IAS 8 sur le seuil de matérialité (adoptions prévues en 2019),
- Nouveau cadre conceptuel (adoption non prévue),
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7.

Le Groupe ne s'attend pas à ce que les amendements aient un impact significatif sur ses comptes.

Il n'existe pas de normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2021, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen), qui auraient un impact significatif sur les comptes de cet exercice.

Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais non encore obligatoires pour les comptes annuels 2021

Le groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 31 décembre 2021.

- Amendements à IFRS 3, IAS 16, IAS 37, publiés le 14 mai 2020,
- Améliorations des IFRS cycle 2018-2020 des normes IAS 41, IFRS 1, IFRS 9 et IFRS 16, publiés le 28 juin 2021.
- IFRS 17 – Contrat d'assurances publiés le 23 novembre 2021.

Normes et interprétations publiées par l'IASB et non encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021

- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires
- IFRS 17 – Contrats d'assurances
- Amendements à IAS 28 – Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises
- Révision du cadre conceptuel de l'information financière, modification des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS"

Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes et n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

Méthodes de consolidation

Le Groupe applique les normes IFRS 10, « États financiers consolidés », IFRS 11, « Partenariats » et IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ».

La norme IFRS 10, qui traite de la comptabilisation des états financiers consolidés, présente un modèle unique de consolidation qui identifie le contrôle comme étant le critère à remplir pour consolider une entité. Un investisseur exerce le contrôle sur une entité détenue, s'il détient le pouvoir sur cette entité, s'il est exposé aux rendements variables de l'entité, ou s'il a des droits sur ces rendements variables en raison de son implication dans cette entité, et s'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer le montant de ces rendements.

Les filiales sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce le contrôle.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le Groupe en obtient le contrôle, et sont déconsolidées dès la date à laquelle elles cessent d'être contrôlées par le Groupe.

Les soldes et opérations intragroupe sont éliminés.

La société mère BALYO exerce un contrôle sur les sociétés BALYO Inc., BALYO APAC PTE. LTD., LIDENCE SAS et MOWO SAS qui sont consolidées en intégration globale.

Principales Sociétés du Groupe au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, le Groupe est constitué de 5 entités (dont BALYO SA), consolidées par intégration globale.

Sociétés	Pays	Contrôle du Groupe	Intérêt
BALYO SA	France	Société mère	-
BALYO Inc.	Etats Unis	100 %	100 %
BALYO APAC PTE. LTD.	Singapour	100 %	100 %
LIDENCE SAS	France	100%	100%
MOWO SAS	France	100%	100%

La société BALYO APAC PTE. LTD. a été créée fin 2017 et est consolidée pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2018.

La société LIDENCE SAS a été créée fin 2018 et est consolidée à partir du 1^{er} janvier 2019.

La société MOWO SAS a été créée fin juin 2019 et est consolidée pour la première fois à compter du 1^{er} semestre 2019.

2.2 Utilisation de jugements et d'estimations

Afin de préparer les états financiers conformément aux IFRS, la direction a recours à des estimations et des jugements dans le cadre de l'application des méthodes comptables IFRS. Ces jugements et/ou estimations ont une incidence sur les montants d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les jugements, les estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- Les données relatives à terminaison serviront de base à la comptabilisation du chiffre d'affaires (note 5.1) ;
- les données relatives aux frais de développement (note 4.1) ;
- les provisions pour engagements de retraites et autres provisions (note 4.10) ;
- l'attribution de bons de souscription d'actions ou d'actions propres ou de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises aux salariés, dirigeants et aux prestataires extérieurs (volatilité, expected term,...) (note 4.9.3).
- la non reconnaissance des actifs d'impôts différés (note 5.5)
- avances remboursables (note 4.11.2) ;

Ces hypothèses qui sous-entendent les principales estimations et les jugements sont décrites dans les Notes annexes de ces états financiers.

2.3 Transactions et états financiers libellés en devises étrangères

2.3.1 Conversion des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers du Groupe sont établis en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe et monnaie fonctionnelle de la Société.

Les états financiers de la filiale qui ont été établis dans une devise fonctionnelle autre que l'euro (USD pour BALYO Inc.) sont convertis en euros :

- au taux de change en vigueur en fin de période pour les actifs et passifs ;
- au taux de change en vigueur à la date de l'opération pour les produits et charges, ou au taux de change moyen durant la période si ce taux de change est proche des taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les écarts de conversion qui résultent de l'application de cette méthode sont comptabilisés dans les capitaux propres consolidés en « Autres éléments du résultat global ».

Les taux utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont présentés ci-dessous :

1 € équivaut à		31/12/2021		31/12/2020	
		Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
Dollar US	USD	1,1827	1,1326	1,2271	1,1413
Singapour Dollar	SGD	1,5891	1,5279	1,5736	1,6218

Source : Banque De France

2.3.2 Conversion des transactions en devises

Les transactions réalisées par les sociétés consolidées et libellées dans une devise différente de leur devise fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date des différentes transactions.

Les créances clients, dettes fournisseurs et dettes libellées dans une devise différente de la devise fonctionnelle des entités sont converties au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les plus-values et moins-values latentes résultant de cette conversion sont comptabilisées dans le résultat financier net.

Les gains et pertes de change résultant de la conversion des opérations intragroupe ou des créances et dettes libellées dans une devise différente de la devise fonctionnelle des entités sont comptabilisés en résultat.

2.4 Distinction courant et non courant au bilan

La Société applique une présentation du bilan distinguant les parties courantes et non courantes des actifs et des passifs.

La distinction des éléments courants des éléments non courants a été effectuée selon les règles suivantes :

- les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle normal de l'activité sont classés en « courant » ;
- les actifs et passifs, hors cycle normal d'exploitation, sont présentés en « courants », d'une part et en « non courants » d'autre part, selon que leur échéance est à plus ou moins d'un an ou suivant l'application de cas spécifiques visés par IAS 1.

NOTE 3. INFORMATIONS SECTORIELLES

3.1 Le secteur opérationnel du Groupe

L'application de la norme IFRS 8 a conduit la société à ne présenter qu'un seul secteur opérationnel d'activités « la vente de solutions d'automatisation des flux logistiques ». Les actifs présents à l'étranger sont non significatifs.

3.2 Informations par client-clé et zone géographique

Le poids des principaux clients est décrit dans la note 7.2 « Gestion et évaluation des risques financiers ». Les clients représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires sont issus des contrats de partenariat avec Linde Material Handling (LMH) et Hyster Yale Group (HYG).

CHIFFRE D'AFFAIRES par client (Montants en K€)	31/12/2021		31/12/2020	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
LINDE MATERIAL HANDLING	18 334,2	84%	18 988,2	88%
HYSTER YALE GROUP	1 612,6	7%	2 083,2	10%
Autres	1 836,8	8%	621,0	3%
Ajustement IFRS2 lié aux émissions de BSA au profit d'Amazon	(11,6)	0%	(7,8)	0%
Total chiffre d'affaires	21 771,9	100%	21 684,6	100%

Le chiffre d'affaires par zone géographique se décompose de la manière suivante :

CHIFFRES D'AFFAIRES par zone géographique (destination) (Montants en K€)	31/12/2021		31/12/2020	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Région EMEA	19 606,8	90%	18 099,6	83%
Région AMERICAS	1 986,8	9%	2 166,1	10%
Région APAC	189,9	1%	1 426,7	7%
Ajustement IFRS2 lié aux émissions de BSA au profit d'Amazon	(11,6)	0%	(7,8)	0%
Total chiffre d'affaires	21 771,9	100%	21 684,6	100%

NOTE 4. DÉTAIL DE L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1 Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38, les frais de développement encourus par le Groupe doivent être immobilisés dès lors que les critères suivants sont remplis :

- le Groupe a l'intention et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme ;
- il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise, ce qui est généralement étayé par l'existence de commande ou de contrats ;
- les coûts peuvent être évalués de façon fiable ;
- le Groupe a la capacité d'utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- le Groupe dispose des ressources nécessaires à l'achèvement du projet.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne « Frais de recherche et développement » en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Aucun frais de développement n'est capitalisé à ce stade.

Les autres immobilisations incorporelles concernent principalement les logiciels. Le coût d'acquisition des licences logicielles est capitalisé sur la base du coût d'acquisition et du coût d'installation. Ces coûts sont amortis sur la durée estimée des logiciels.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimée et sont présentées ci-après :

Type d'immobilisation	Période (en années)
Concessions, logiciels et brevets	1, 3, 5 et 20 ans

Les tableaux ci-après illustrent les mouvements survenus au cours de l'exercice :

VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Montants en K€)	Concessions, brevets & droits similaires
Etat de la situation financière au 31 décembre 2020	522,8
Acquisition	113,0
Incidence des cours de change	0,3
Etat de la situation financière au 31 décembre 2021	636,1
AMORTISSEMENTS	
Etat de la situation financière au 31 décembre 2020	355,9
Augmentation	54,0
Incidence des cours de change	0,2
Etat de la situation financière au 31 décembre 2021	410,1
VALEURS NETTES COMPTABLES	
Au 31 décembre 2020	166,9
Au 31 décembre 2021	226,0

Les immobilisations incorporelles ne comprennent aucun actif à durée de vie indéfinie. Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles sont affectées à 100 % au frais de recherche et développement.

4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Les dépenses ultérieures sont incluses dans la valeur comptable de l'actif ou le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. La valeur comptable des pièces remplacées est dé-comptabilisée. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

Éléments	Durée d'amortissement
Installations générales, agencements et aménagements divers	8 ans
Matériel industriel	5 à 10 ans
Prototypes	5 ans
Matériels de transport	5 ans
Matériels de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	4 à 5 ans

Les valeurs résiduelles, durée d'utilité et de modes d'amortissement des actifs sont revues à chaque clôture annuelle, et modifiées si nécessaire sur une base prospective.

Les frais d'acquisition d'immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôt.

Le tableau ci-après représente les mouvements sur les deux périodes présentées :

VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Montants en K€)	Matériel industriel	Autres immos. corporelles	Matériel de bureau	Matériel de transport	Total
Etat de la situation financière au 31 décembre 2020	692,5	914,5	750,9	12,4	2 370,5
Acquisition	86,1	320,2	40,4	0,0	446,7
Cession / Mise au rebut	0,0	(452,4)	0,0	0,0	(452,4)
Incidence des cours de change	6,2	7,4	0,0	0,0	13,6
Etat de la situation financière au 31 décembre 2021	785,1	789,7	791,2	12,4	2 378,5
AMORTISSEMENTS					
Etat de la situation financière au 31 décembre 2020	513,1	454,9	589,8	12,4	1 570,2
Augmentation	75,1	107,9	96,0	0,0	279,0
Dépréciations	0,0	15,2	0,0	0,0	15,2
Diminution	(0,9)	(356,4)	0,0	0,0	(357,3)
Incidence des cours de change	2,7	5,0	0,0	0,0	7,8
Etat de la situation financière au 31 décembre 2021	590,1	226,6	685,7	12,4	1514,8
VALEURS NETTES COMPTABLES					
Au 31 décembre 2020	179,6	459,6	161,1	0,0	800,3
Au 31 décembre 2021	195,0	563,1	105,5	0,0	863,6

L'impact de la crise COVID, n'a pas mis en évidence d'indice de perte de valeur. En effet, le management n'a pas remis en cause les projections d'activité à moyen-long terme.

Le montant des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles s'élève à 278,1 K€ au 31 décembre 2021, contre 354,4 K€ au 31 décembre 2020. La répartition par destination est la suivante :

DOTATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (MONTANT EN K€)	31/12/2021	31/12/2020
Coûts des ventes	-	-
Frais de marketing et vente	(7,8)	(15,3)
Frais de recherche et développement	(74,2)	(152,8)
Frais généraux et administratifs	(196,0)	(186,3)
TOTAL (1)	(278,1)	(354,4)

4.3 Droits d'utilisation

Règles comptables générales sur la comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16 :

Les contrats de location sont des contrats de location (ou des contrats qui contiennent un contrat de location) qui confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Les contrats de location qui répondent à cette définition sont comptabilisés selon les modalités définies ci-dessous, sauf dans les cas d'exemptions prévus par la norme (durée des contrats inférieure à 12 mois, et/ou biens sous-jacents de faible valeur).

En pratique, l'analyse a conduit à retraiter uniquement les contrats de location immobilière, et de véhicules. Pour les contrats non retraités en tant que contrats de location, les loyers sont maintenus en charges opérationnelles. Pour les contrats qui rentrent dans le champ de la norme IFRS 16, les règles de comptabilisation sont présentées ci-après.

A la date de début du contrat, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier au titre d'une obligation locative. L'actif et le passif sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers non encore versés, sur la durée du contrat.

La valeur actualisée est déterminée en utilisant le taux d'emprunt marginal calculé pour chaque pays, en fonction de la durée du contrat

La durée d'un contrat de location est la période exécutoire, qui correspond à la période non résiliable, augmentée de toute option de prolongation du contrat que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer, et de toute option de résiliation du contrat que le groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

En pratique, les durées retenues pour les principaux contrats de location en France correspondent à une période exécutoire de 9 ans (baux commerciaux 3/6/9) : période non résiliable de 3 ans et certitude d'exercer les options de prolongation après 3 ans et 6 ans.

Il n'existe pas de clauses de résiliation anticipée dans les différents baux, et il n'existe pas de clauses susceptibles d'amener les bailleurs à verser au Groupe une indemnité plus que non significative, en cas de non- renouvellement du bail à la fin de la période non résiliable.

Les paiements de loyers correspondent aux paiements fixes, aux paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, et aux prix d'exercice des options d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. En pratique, il n'y a pas d'options d'achats et il n'y a pas de pénalités plus que non significatives en cas de résiliation du bail à l'initiative du bailleur.

L'actif lié au droit d'utilisation est évalué selon le modèle du coût comme suit : le coût est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations de l'obligation locative. Aucune perte de valeur et aucune réévaluation de l'obligation locative n'a été constatée en 2021. En l'absence d'option d'achat, les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat telle que définie ci-dessus.

Les agencements liés aux contrats de location sont amortis sur la durée du contrat, sauf s'il existe un faisceau de présomptions montrant que l'actif sous-jacent sera utilisé sur une période supérieure à la durée du contrat.

Impôts différés sur contrats de locations retraités :

L'amendement IAS 12 à venir, qui devrait être applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, sous réserve de son adoption par l'Union européenne imposera de constater un impôt différé sur le retraitement des contrats de location correspondant à l'impact en compte de résultat de la variation constaté sur la période.

Le groupe n'a pas identifié de situations où il est bailleur, ni de situations de cession-bail.

Le tableau ci-après détaille l'application de la norme IFRS 16 et la comptabilisation à l'actif des droits d'utilisation :

VALEURS BRUTES DES DROITS D'UTILISATION (Montants en K€)	Matériel de transport	Baux commerciaux	Total
Etat de la situation financière au 31 décembre 2020	235,8	5 498,0	5 733,8
Acquisition	19,8	2 918,4	2 938,2
Réduction de la durée des contrats	0,0	(1 597,7)	(1 597,7)
Contrats terminés	(92,6)	(56,2)	(148,7)
Incidence des cours de change	0,0	45,6	45,6
Etat de la situation financière au 31 décembre 2021	163,0	6 808,1	6 971,1
AMORTISSEMENTS			
Etat de la situation financière au 31 décembre 2020	144,1	1 841,1	1 985,1
Augmentation	61,1	1 151,3	1 212,5
Dépréciation des droits d'utilisation	0,0	322,0	322,0
Contrats terminés	(90,8)	(56,8)	(147,6)
Incidence des cours de change	0,0	35,7	35,7
Etat de la situation financière au 31 décembre 2021	114,4	3 293,3	3 407,7
VALEURS NETTES COMPTABLES			
Au 31 décembre 2020	91,8	3 656,9	3 748,7
Au 31 décembre 2021	48,6	3 514,8	3 563,4

Le tableau ci-après reconstitue la charge de loyers 2021 :

Reconstitution charges de loyer (Montants en K€)	31/12/2021
Charges de loyers retraitées conformément à IFRS 16	1 269,3
Charges de loyers non retraitées selon IFRS 16 *	25,8
Total Charges de loyers	1 295,1

* Correspond aux charges liées aux contrats concernés par les exemptions appliquées par le Groupe (contrats de courte durée et/ou portant sur des actifs de faible valeur)

Le montant des dotations aux amortissements des droits d'utilisation s'élève à 1 212,5 K€ au 31 décembre 2021, et la répartition par destination est la suivante :

DOTATIONS DES DROITS D'UTILISATION (Montants en K€)	31/12/2021
Coûts des ventes	4,1
Frais de marketing et vente	10,1
Frais de recherche et développement	9,3
Frais généraux et administratifs	1 188,9
TOTAL	1 212,5

La charge d'intérêts pour la période écoulée sur les dettes sur obligations locatives s'établit à 217 K€ au 31 décembre 2021 contre 241 K€ au 31 décembre 2020. Elle est intégrée en coût net de l'endettement financier dans le résultat financier et sur la ligne Intérêts versés dans les flux de financement.

4.4 Autres Actifs Financiers et autres créances non courants

Les actifs financiers du Groupe sont composés uniquement de prêts et créances.

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont dorénavant classés en « Actifs financiers au coût amorti » et les actifs disponibles à la vente sont classés en « Instruments de capitaux propres » et demeurent présentés au bilan en « Autres actifs financiers » (voir détails en note 4.14 Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable). Cette nouvelle approche n'a pas d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

Le risque de crédit lié aux créances financières et aux prêts a été mesuré selon les dispositions du modèle complet d'IFRS 9. Aucune hausse significative du risque de crédit n'a été identifiée.

Détention de BSA de la société SHERPA MOBILE ROBOTICS

Les BSA détenus sur la société SHERPA MOBILE ROBOTICS (société non cotée) est évaluée à la juste valeur lors de sa comptabilisation initiale. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en OCI. Ses BSA sont en niveau 3 selon IFRS 9. Ces BSA ont été cédés en juillet 2021.

Les autres actifs financiers s'établissent comme suit :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES (Montants en K€)	Prêts, cautionnements et autres créances	BSA Sherpa	Total
Etat de la situation financière au 31 décembre 2020	2 154,4	88,8	2 243,1
Acquisition	160,9		160,9
Cessions/Restitutions	(70,8)	(88,8)	(159,5)
Incidence des cours de change	5,5		5,5
Etat de la situation financière au 31 décembre 2021	2 250,0	0,0	2 250,0

Les actifs financiers sont principalement constitués des dépôts de garantie liés au bail commercial de la société française.

Les BSA Sherpa, au nombre de 88 750 BSA ont été souscrits par BALYO en juillet 2020, pour une valeur unitaire de 1€. Ils sont exerçables pour une valeur unitaire de 9€ à compter du 1^{er} janvier 2025, à la condition que l'ensemble des contrats de partenariats liant les deux sociétés soient encore en cours à la date d'exercice.

La société a cédé l'ensemble de ses BSA en juillet 2021 (cf. note 1.2) en contrepartie du versement d'un prix de 1,1 M€. A cet effet, le montant comptabilisé au 31 décembre 2021 a été reclassé en sortie d'actifs financiers. La plus-value nette s'est établie à 935 K€ (cf. note 5.2.4).

4.5 Stocks

Les stocks de matières premières et de matières consommables sont évalués à leur coût d'achat. Une provision pour dépréciation est constituée pour les références obsolètes ou excédentaires.

Les produits finis sont évalués à leur coût de production à l'exception de ceux qui, en phase de lancement de production, ont un coût de revient supérieur à leur prix de vente ainsi qu'aux produits obsolètes ou excédentaires. Une provision pour dépréciation ramène le stock de produits finis à sa valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente.

Les encours de production ont été évalués selon les mêmes principes en fonction de leur avancement dans la fabrication.

En cas de composants qui ne sont plus utilisés dans la production des kits d'automatisation, une dépréciation est faite au cas par cas.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Le tableau ci-après illustre les mouvements survenus au cours des deux derniers exercices :

STOCKS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Stocks de matières premières	3 425,1	3 450,7
Stocks de marchandises	48,2	48,6
Total brut des stocks	3 473,2	3 499,4
Dépréciation des stocks de matières premières	(111,1)	(119,5)
Total dépréciation des stocks	(111,1)	(119,5)
Total net des stocks	3 362,2	3 379,8

Les stocks de composants sont essentiellement constitués de composants (mécaniques ou électroniques) incorporés à l'automatisation des AGV.

4.6 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients, dont les échéances varient selon la nature des marchés et des contrats sont généralement comprises entre 30 et 90 jours. Les créances clients et comptes rattachés sont initialement comptabilisées à la juste valeur.

Analyse des portefeuilles de créances commerciales :

En accord avec IFRS9, le Groupe a opté pour la méthode simplifiée pour mesurer les dépréciations relatives à ses créances commerciales. L'étude de l'historique de pertes constatées sur ces créances n'a fait ressortir aucun montant significatif.

CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Clients et comptes rattachés	2 584,1	6 299,5
Clients - factures à établir	3 775,4	1 739,9
Total net des clients et comptes rattachés	6 359,5	8 039,4

La provision pour dépréciation des clients est principalement établie au cas par cas en fonction du risque estimé de non-recouvrement et de la part statistique déterminé en accord avec IFRS 9.

AFFECTATION CRÉANCES CLIENTS PAR ÉCHÉANCE (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Part non échu	973,9	4 324,2
Echu à moins de 90 jours	458,8	583,6
Echu entre 90 jours et six mois	261,5	7,4
Echu à plus de six mois	889,8	1 384,3
Total clients et comptes rattachés	2 584,1	6 299,5

Les montants des créances nettes à plus de 12 mois sont non matérielles à l'échelle du Groupe sur les exercices présentés.

4.7 Autres créances

AUTRES CRÉANCES (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Crédit d'impôt recherche	1 850,1	1 757,2
Taxe sur la valeur ajoutée	572,7	989,3
Charges constatées d'avance	150,4	118,8
Etat, autres créances, produits à recevoir	33,3	33,3
Personnel et comptes rattachés	23,5	107,9
Fournisseurs débiteurs	251,7	307,3
Divers	4,0	3,7
Total autres créances	2 885,7	3 317,5

Les créances de TVA viennent principalement de la TVA déductible et du remboursement de TVA demandé.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des charges courantes et correspondent pour l'essentiel à des charges de prime d'assurances et de maintenance de logiciel.

Crédit d'impôt recherche (« CIR »)

Balyo SA bénéficie des dispositions des articles 244 quater B et 49 septies F du Code Général des Impôts relatives au crédit d'impôt recherche. Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en moins des charges de recherche au cours de l'année à laquelle se rattachent les dépenses de recherche éligibles. Il est présenté en subvention au niveau de la catégorie des « Frais de recherche et développement ».

La société a reçu fin d'année 2019 une proposition de rectification à la suite d'une vérification de comptabilité portant sur les années 2015, 2016, 2017. L'essentiel des rectifications notifiées concerne le CIR dont la part relative à la sous-traitance est contestée par l'administration fiscale à hauteur de 286 K€. La Société conteste la décision de l'administration fiscale, à cet effet, cette somme a été comptabilisée en provision pour risques et charges dans son intégralité par mesure de prudence.

L'administration a appliqué ce même raisonnement concernant la part de sous-traitance des montants de CIR pour les années 2018, 2019 et 2020 et a déduit à ce titre provisoirement les montants correspondant des demandes de remboursements des CIR concernés. La Société a déposé une demande en contentieux sur le CIR 2018 et 2019 afin d'obtenir le remboursement des sommes retenues, soit un montant de 565 K€. A ce jour, le contentieux est toujours en cours.

Au 31 décembre 2021, le montant de la créance de CIR s'élève donc à 1 850 K€ et se décompose de la façon suivante :

- CIR 2021 : 942 K€, dont le remboursement est attendu sur 2022 ;
- CIR 2020 : 57 K€ ;
- CIR 2019 et 2018 : 565 K€ ;
- CIR 2017, 2016 et 2015 : 286 K€.

Les autres actifs courants ont une échéance inférieure à un an.

4.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement composés de comptes à terme, ayant une échéance de 3 mois au plus à l'origine, qui ne présentent pas de risque significatif de taux et de perte de valeur, et sont facilement convertibles en trésorerie.

La trésorerie positive s'établit comme suit :

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes bancaires	10 215,5	8 797,4
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	10 215,5	8 797,4

4.9 Capitaux propres

Instruments de capitaux propres

Le classement d'un instrument financier ou de ses composantes en capitaux propres dépend de l'analyse de ses caractéristiques financières contractuelles. Lorsque l'entité qui a émis l'instrument financier n'a pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier au porteur, l'instrument financier est un instrument de capitaux propres.

Frais de transactions sur capitaux propres

Les frais externes directement attribuables aux opérations de capital ou aux instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charge de l'exercice.

4.9.1 Capital émis

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	31/12/2021	31/12/2020
Capital (en K€)	2 701,7	2 303,2
Nombre d'actions	33 770 737	28 790 498
Valeur nominale (en €)	0,08	0,08

L'historique juridique des variations de capital (hors imputation des frais d'augmentation de capital) est le suivant :

Date	Nature des opérations	Mouvement sur le capital en K€	Prime d'émission en K€	Nombre d'actions composant le capital	Valeur nominale en €
Au 31 décembre 2019		2 288,4	28 163,9	28 604 788	
5 février 2020	Exercice de BSPCE	12,057	229,1	150 710	0,08
11 mars 2020	Attribution d'actions gratuites	2,800	-2,8	35 000	0,08
26 juin 2020	Apurement de réserves		-13 223,2		
Au 31 décembre 2020		2 303,2	15 167,0	28 790 498	
25 mars 2021	Exercice du BSPCE	6,4	121,6	80 000	0,08
1^{er} juin 2021	Affectation du résultat 2020		-9 390,6		
30 septembre 2021	Attribution AGADP	1,2	-1,2	15 150	0,08
19 octobre 2021	Augmentation de capital en numéraire	390,9	5 715,6	4 885 089	0,08
19 octobre 2021	Imputation des frais d'AK en moins de la PE		-513,3		
Au 31 décembre 2021		2 701,7	11 099,1	33 770 737	

4.9.2 Gestion du capital et distribution de dividendes

Aucun dividende n'a été distribué au cours des exercices 2020 et 2021.

4.9.3 IFRS 2

La norme IFRS 2 "Païement fondé sur des actions" impose la comptabilisation d'une charge pour tous les paiements fondés sur des actions, comme des avantages consentis aux salariés, aux administrateurs de la Société, comme à des tiers, dans le cadre de plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et de distribution d'actions gratuites, en contrepartie du compte de réserve dans les capitaux propres pour les transactions dénouées par remise d'actions.

Le groupe a attribué à certains salariés des BSA et BSPCE.

Modalités d'évaluation des BSA, BSPCE et Actions gratuites octroyées aux salariés

La juste valeur des options a été déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. Les modalités d'évaluation retenues pour estimer la juste valeur des options sont précisées ci-après :

- le prix de l'action retenu est égal au prix de souscription des investisseurs ou par référence à des valorisations internes ;
- le taux sans risque est déterminé à partir de la durée de vie moyenne des instruments ;
- la volatilité a été déterminée sur la base d'un échantillon de Sociétés cotées comparables, à la date de souscription des instruments et sur une période équivalente à la durée de vie de l'option ;
- pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la juste valeur de l'avantage octroyé sur la base du cours de l'action à la date d'attribution ajusté de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur (exemple : dividendes). Comme précisé ci-dessus aucun dividende n'a été pris en compte lors de l'évaluation.

Bons de souscription d'actions (« BSA »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS 2 :

							Hypothèses retenues - calcul de la juste valeur selon IFRS 2				
Date	Type	Nombre de bons émis	Nombre d'options caduques	Nombre d'options exercées	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre	Prix de souscription par action en €	Durée d'exercice	Volatilité	Taux sans risques	Valorisation totale IFRS2 (Black&Scholes) à la date d'attribution
02/12/2016	BSA #3	100 000	100 000	0	0	0	1,60 €	10 ans	27,69%	-0,34%	34,9
12/10/2017	BSA #4	20 000	20 000	0	0	0	6,36 €	3 ans	30,79%	-0,69%	-
Au 31/ décembre 2021		120 000	120 000	0	0	0					

Les droits à exercice pour les « BSA #3 » sont acquis annuellement par quart à chaque date d'anniversaire de l'attribution. Ils ont été souscrits par les bénéficiaires au prix de 1,60 € par BSA. L'exercice des bons n'est pas soumis à une condition de performance. En revanche, il est soumis à une condition de présence. Le dernier bénéficiaire ayant quitté la société Balyo en date du 2 octobre 2018, les options détenues sont ainsi devenues caduques.

Les « BSA #4 » ont été acquis par les administrateurs indépendants de BALYO au prix de 1,10 € par BSA et permettaient de souscrire à des actions nouvelles au prix de 6,36 € par action. Ils étaient librement exerçables à tout moment à compter de leur date d'émission et ce pendant une période de 3 ans. Les options non exercées sont ainsi devenues caduques le 12 octobre 2020.

Au 31 décembre 2021, il ne reste aucun bon de souscription d'actions en circulation.

Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises (« BSPCE »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS 2 :

							Hypothèses retenues - calcul de la juste valeur selon IFRS 2				
Date	Type	Nombre de bons émis	Nombre d'options caduques	Nombre d'options exercées	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre	Prix de souscription par action en €	Durée d'exercice	Volatilité	Taux sans risques	Valorisation totale IFRS2 (Black&Scholes) à la date d'attribution
27/02/2015	BSPCE #8	985 000	125 000	465 000	395 000	395 000	1,60 €	10 ans	32,74%	-0,08%	895,8
16/12/2015	BSPCE #9	105 000	0	50 000	55 000	55 000	1,60 €	10 ans	31,94%	0,02%	46,9
12/05/2016	BSPCE #10	85 000	0	30 000	55 000	55 000	1,60 €	10 ans	30,66%	-0,36%	35,6
02/12/2016	BSPCE #11	125 000	12 500	37 500	75 000	75 000	1,60 €	10 ans	27,69%	-0,34%	47,3
24/04/2017*	BSPCE #12	170 000	42 500	127 500	0	0	1,60 €	10 ans	27,46%	-0,31%	260,3
08/06/2017	BSPCE #13	1 125 000	474 000	0	651 000	651 000	4,11 €	10 ans	27,17%	-0,40%	1 069,0
Au 31 décembre 2021		2 595 000	654 000	710 000	1 231 000	1 231 000					

*Caducs au 31 janvier 2020

Les droits à exercice pour les « BSPCE #8, #9, #10, #11, #12 » sont acquis chaque année par quart à compter de la date d'attribution pendant 3 ans. Ils ont été souscrits par les bénéficiaires au prix de 1,60 € par bon. L'exercice des bons est soumis à une condition de présence.

Les droits à exercice pour les « BSPCE #13 » sont acquis chaque année par quart à compter de la date d'attribution pendant 3 ans. Ils ont été souscrits par les bénéficiaires au prix de 4,11 € par bon. L'exercice des bons est soumis à une condition de présence.

Ces plans sont qualifiés « d'equity settled ». La société n'a pas d'engagement de rachat de ces instruments auprès des salariés.

Actions gratuites

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'actions gratuites émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS 2 :

Date	Type	Nombre d'actions émises	Nombre d'options caduques	Nombre d'AGA définitivement attribuées	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre	Valorisation totale IFRS 2 (Black&Scholes) à la date d'attribution
29/09/2020	AGADP	16 700	1 550	15 150	15 150	449 955	485,9
31/03/2021	AGADP	1 000	0	0	1 000	30 700	65,1
Au 31 décembre 2021		17 700	1 550	15 150	16 150	480 655	

Plan AGADP

Le conseil d'administration du 29 septembre 2020 a attribué 16 700 actions gratuites de préférence aux salariés de la Société suite à l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 26 juin 2020.

La juste valeur de l'avantage octroyé sur la base de la valeur de l'action à la date d'attribution, ajustée de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur (exemple : dividendes). Comme indiqué dans la note 4.8.2, aucun dividende n'a été pris en compte lors de l'évaluation.

Les actions gratuites de préférence du plan « AGADP » sont acquises sous condition de présence d'un an à compter du 29 septembre 2020.

Une fois acquise définitivement ces actions de préférence seront convertibles en fonction d'un ratio de conversion réalisé sur la base de ration de performance sur la base de 5 tranches chacune de 3 340 AGADP jusqu'en 2024, comme suit :

- Sur la base de critère d'atteinte de chiffre d'affaires et de marge cumulées sur les quatre prochaines années, soit 1 AGADP = 100 actions ordinaires
- En cas de non atteinte du ratio de performance, 1AGADP sera convertie en une action ordinaire.

Concernant les tranches soumises à conditions de performances, nous avons retenu que

- la tranche 1 serait atteinte selon la probabilité de 100 %, soit 334 000 actions ordinaires à créer.
- la tranche 2 serait atteinte selon la probabilité de 50%, soit 167 000 actions ordinaires à créer.
- le management a estimé que les conditions de performances des tranches 3 à 5 ne seront pas atteintes.

Au 31 décembre 2021, au titre du plan AGADP du 29 septembre 2020 et après prise en comptes des départs sur la période :

- 15 150 actions ordinaires ont été créées le 29 septembre 2021 (voir note 4.9.1) ;
- 449 955 actions ordinaires restent à créer au titre des tranches 1 et 2 sur un total maximum de 1 670 000 actions ;
- Le coût total du plan selon IFRS 2 est estimé à 487 K€.

Le 31 mars 2021, 1 000 nouvelles actions AGADP ont été attribuées. Les hypothèses retenues concernant la réalisation des différentes conditions sont identiques aux AGADP émises en 2020, soit 30 700 actions ordinaires à créer, pour une charge totale selon IFRS 2 de 65 K€.

L'atteinte des conditions de performance est revue à chaque clôture. Au 31 décembre 2021, les conditions de performance de la tranche 1 ont été atteintes et l'intégralité de la charge IFRS 2 correspondante a été reconnue sur la période. Les

probabilités d'atteindre les autres tranches restent inchangées. Ainsi, sur les 449 955 actions ordinaires à créer, 299 970 actions seront définitivement attribuées au titre de la tranche 1 lors de l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2021.

Ainsi, au 31 décembre 2021, la charge comptabilisée en lien avec IFRS 2 relative aux AGA DP s'élève à 185 K€.

BSA au profit d'AMAZON

En date du 9 janvier 2019, la société Balyo a signé un « transaction agreement » le 9 janvier 2019. L'accord prévoit un niveau de commande d'un montant de 300 M€ de robots automatisés à Balyo sur une période de 7 ans.

En contrepartie de ce chiffre d'affaires, Balyo va octroyer des BSA (Bon de Souscription d'Action) au profit d'Amazon selon les conditions suivantes :

- Un total de 11 753 581 actions nouvelles à émettre sur 7 ans de 0,08 centimes de valeur nominale assortie d'une prime d'émission de 2,95 euros par action émise. Le prix unitaire des actions nouvelles émises attachés à chaque bon est fixé à 3,03 euros et devra être libéré en espèces ;
- Le Groupe travaillant avec Amazon avant la date de signature de contrat en janvier 2019, le chiffre d'affaires à retenir est celui contractés dès le 1^{er} janvier 2017.
- Le plan est divisé en 26 tranches, représentant chacune un montant de chiffre d'affaires à atteindre.
 - o Sur la tranche 1 : Amazon acquiert 1 621 184 BSA dès que le montant des commandes octroyées à Balyo est égal ou supérieur à 10 M€ en cumul à partir du 1^{er} janvier 2017 ;
 - o Sur les tranches 2 à 26 : Amazon acquiert 405 296 BSA à chaque étape de paiement de 12 M€ à partir du 1^{er} janvier 2011 (25 tranches*12 M€ soit un total de 300 M€ de chiffre d'affaires) ;

Ces plans sont qualifiés « d'equity settled ».

Le Groupe Balyo ne reçoit pas de bien ou service identifiable séparément du chiffre d'affaires avec Amazon en contrepartie de l'émission des BSA à des conditions avantageuses. L'avantage octroyé est ainsi équivalent à un paiement effectué auprès d'un client, qui conformément à IFRS 15, doit être comptabilisé en réduction du chiffre d'affaires.

S'agissant d'un paiement à un client, il doit être comptabilisé au plus tard de la date à laquelle il est dû et de la date de réalisation du chiffre d'affaires correspondant.

La charge IFRS 2 sera ainsi comptabilisée, au fur et à mesure s'il est fortement probable qu'Amazon atteigne les tranches du contrat en diminution du chiffre d'affaires dans les états financiers.

Pour l'année 2021, les BSA à émettre au profit d'Amazon s'établissent à 28 113 BSA pour un montant total de 12 K€.

Le nombre total de BSA à émettre au 31 décembre 2021 s'établit à 750 993 BSA.

Modalités d'évaluation des BSA, BSPCE et actions gratuites

La juste valeur des options a été déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. Les modalités d'évaluation retenues pour estimer la juste valeur des options sont précisées ci-après :

- le prix de l'action retenu est égal au prix de souscription des investisseurs ou par référence à des valorisations internes ;
- le taux sans risque est déterminé à partir de la durée de vie moyenne des instruments ;
- la volatilité a été déterminée sur la base d'un échantillon de Sociétés cotées similaire au secteur d'activité de Balyo, à la date de souscription des instruments et sur une période équivalente à la durée de vie de l'option.
- Pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la juste valeur de l'avantage octroyé sur la base du cours de l'action à la date d'attribution ajusté de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur (exemple : dividendes). Comme précisé ci-dessus aucun dividende n'a été pris en compte lors de l'évaluation.

Détail de la charge comptabilisée selon la norme IFRS 2 au titre des deux périodes de référence

Type	Date d'Octroi	Exercice 2020					Exercice 2021				
		Nombre d'options en circulation	Coût probabilisé du plan en K€	Charge cumulée à l'ouverture en K€	Charge 2020 en K€	Charge cumulée au 31/12/2020 en K€	Nombre d'options en circulation	Coût probabilisé du plan en K€	Charge cumulée à l'ouverture en K€	Charge 2021 en K€	Charge cumulée au 31/12/2021 en K€
BSPCE #8	27/02/2015	395 000	895,8	418,4	-	418,4	395 000	895,8	418,4	-	418,4
BSPCE #9	16/12/2015	80 000	46,9	46,9	-	46,9	55 000	46,9	46,9	-	46,9
BSPCE #10	12/05/2016	85 000	35,6	35,6	-	35,6	55 000	35,6	35,6	-	35,6
BSPCE #11	02/12/2016	100 000	47,3	42,6	-	42,6	75 000	47,3	42,6	-	42,6
BSPCE #12	24/04/2016	-	260,3	195,1	-	195,1	-	260,3	195,1	-	195,1
BSPCE #13	08/06/2017	708 500	1 069,0	876,6	24,7	901,3	651 000	1 069,0	901,3	-	901,3
Total - BSPCE		1 368 500	2 354,9	1 615,2	24,7	1 639,9	1 231 000	2 354,9	1 639,9	-	1 639,9
	12/06/2017										
AGA #1		-	390,0	390,0	-	390,0	-	465,0	390,0	-	390,0
AGA #2	28/12/2017	-	855,7	748,8	10,6	759,4	0	855,7	759,4	-	759,4
AGADP	29/09/2020	16 700	15,9	-	4,0	4,0	15 150	487,1	4,0	340,9	171,5
AGADP	31/03/2021						1 000	65,1	0,0	17,3	17,3
Total - AGA		16 700	1 261,6	1 138,8	14,6	1 153,4	16 150	1 872,9	1 143,4	358,2	1 338,2

RECONCILIATION DES CHARGES LIEES A IFRS2

Type	31/12/2021	31/12/2020
Total BSPCE	0,0	24,7
Total AGA	358,2	14,6
Sous-total	358,2	39,3
Emissions de BSA au profit d'Amazon	11,6	7,8
Total des charges liées aux paiements fondés sur des actions	369,8	47,1

Au 31 décembre 2021, l'ensemble des autorisations accordées au Conseil d'Administration par les Assemblées Générales tenues entre 2008 et le 31 décembre 2021, n'ont pas toutes été utilisées.

4.10 Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation envers un tiers résultant d'un événement passé, et lorsqu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est l'estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée si nécessaire à la date de clôture. Les provisions pour risque comprennent des provisions relatives à des litiges en cours. Le montant des provisions correspond à l'estimation la plus probable du risque

PROVISIONS (montant en K€)	31/12/2021			
	Montant début exercice	Dotations	Reprises	Montant fin exercice
Provisions pour garantie	718,0	248,0	(240,0)	726,0
Provisions pour impôt	285,8	0,0	0,0	285,8
Total provisions pour risques et charges	1 003,8	248,0	(240,0)	1 011,8

PROVISIONS (montant en K€)	31/12/2020			
	Montant début exercice	Dotations	Reprises	Montant fin exercice
Provisions pour litiges	8,0	54,0	(62,0)	0,0
Provisions pour garantie	0,0	718,0	0,0	718,0
Provisions pour impôt	0,0	285,8	0,0	285,8
Provisions pour litiges prud'homaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Total provisions pour risques et charges	8,0	1 057,8	(62,0)	1 003,8

Litiges et passifs

Le groupe peut être impliqué dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Les montants provisionnés sont évalués, au cas par cas, en fonction des risques estimés encourus à date par le groupe, sur la base des demandes, des obligations légales et des avis émis par les avocats du groupe. Au 31 décembre 2021, aucune provision pour litige n'a été constatée dans les comptes.

Provision pour garantie

La Société accorde à ses clients une garantie contractuelle pour les produits livrés (en Europe 2 ans à compter de la date de livraison où 6.000 heures d'usage, dans le reste du monde 1 an à compter de la date de livraison pour un usage illimité). L'essentiel des appels en garantie sont transmis par les 2 principaux partenaires de la Société (LMH et Hyster-Yale) qui avancent en trésorerie les coûts de réparation engagés auprès des clients finaux et lui demandent le remboursement sur base de rapports qui détaillent chacune des réparations effectuées.

La Société est amenée régulièrement à contester une partie des appels en garantie qu'elle juge non contractuel. Ce n'est que lorsque les parties sont d'accord que ses appels sont payés.

L'analyse des statistiques d'appel en garantie collectées a permis à la Société d'estimer au 31 décembre 2021 une provision pour garantie pour l'ensemble du parc de produits finis installés et encore sous garantie à cette date.

La Société a enregistré dans les comptes clos au 31 décembre 2021 en coût des ventes d'une part des appels en garantie acceptés au titre des exercices antérieurs pour un montant global de 560 K€, et d'autre part une provision pour garantie de 726 K€ correspondant aux appels en garantie probables mais non encore reçus et/ou acceptés relatifs au parc de produits finis installés et encore sous garantie au 31 décembre 2021.

La dotation est comptabilisée dans les coûts des ventes.

Provision pour impôts

La société a reçu fin d'année 2019 une proposition de rectification suite à une vérification de comptabilité portant sur les années 2015, 2016, 2017. L'essentiel des rectifications notifiées concerne le CIR dont le montant est contesté partiellement à hauteur de 286 K€ (cf. note 4.7).

A ce jour, le contrôle est toujours en cours. La Société conteste la décision de l'administration fiscale, mais par mesure de prudence elle a pris la décision de déprécier la créance pour les années 2015 à 2017, ce qui représente un montant de 286 K€.

4.11 Dettes financières courantes et non courantes

DETTE FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES (Montant en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Avances remboursables	264,2	581,4
Dette relative aux obligations locatives (IFRS 16)	3 053,7	3 141,4
Emprunts auprès des établissements de crédits*	8 524,5	9 407,4
Dettes financières non courantes	11 842,3	13 130,3
Avances remboursables	355,0	715,4
Dette relative aux obligations locatives (IFRS 16)	1 177,4	790,9
Emprunts auprès des établissements de crédits*	991,8	0
Concours bancaires courants	2,6	2,5
Dettes financières courantes	2 526,8	1 508,8
Total dettes financières	14 369,1	14 639,0

* Concerne uniquement le PGE obtenu en 2020

Ventilation des dettes financières par échéance

Les échéances des dettes financières s'analysent comme suit au cours des exercices présentés :

DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE (montant en K€)	31/12/2021			
	Montant Brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Avances remboursables	619,2	355,0	264,2	0,0
Dette relative aux obligations locatives (IFRS 16)	4 231,1	1 177,4	1 914,2	1 139,5
Emprunts auprès des établissements de crédits	9 516,2	991,8	8 524,5	0,0
Concours bancaires courants	2,6	2,6	0,0	0,0
Total dettes financières	14 369,1	2 526,8	10 702,9	1 139,5

DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE (montant en K€)	31/12/2020			
	Montant Brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Avances remboursables	1 296,8	715,4	581,4	0,0
Dette relative aux obligations locatives (IFRS 16)	3 932,3	785,9	2 438,8	707,8
Emprunts auprès des établissements de crédits	9 407,4	0,0	9 407,4	0,0
Concours bancaires courants	2,5	2,5	0,0	0,0
Total dettes financières	14 639,0	1 508,8	12 422,5	707,8

La société a obtenu un prêt garanti par l'Etat d'une valeur de 9 500 K€, dont les modalités sont les suivantes :

Date	Organisme prêteur	Montant alloué	Montant encaissé à la clôture	Taux d'intérêt annuel modifié	Modalités de remboursement des propositions obtenues de prolongation
Juin 2020	CIC	3 800 K€	3 800 K€	1,40%	48 mensualités à compter de juillet 2022
Juin 2020	HSBC	1 700 K€	1 700 K€	0,47%	16 versements trimestriels à compter de septembre 2022
Juin 2020	Société générale	1 000 K€	1 000 K€	1,26%	16 versements trimestriels à compter de septembre 2022
Juillet 2020	BpiFrance	3 000 K€	3 000 K€	2,36%	16 versements trimestriels à compter d'octobre 2022
TOTAL		9 500 K€	9 500 K€		

L'ensemble de ce prêt de 9 500 K€ a été garanti à hauteur de 90% par l'Etat. Ce prêt est garanti à hauteur de 90% par l'Etat français avec une maturité initiale de 12 mois et une option d'extension pouvant aller jusqu'à 5 ans exerçable par BALYO (jusqu'à juin 2026). BALYO a finalisé ses négociations sur le premier semestre 2021 pour l'obtention d'un étalement du remboursement de son PGE dont les modalités par institution bancaire sont décrites ci-avant.

4.11.1 Avances remboursables

Conformément à la norme IAS 20, le bénéfice d'un emprunt public à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est traité comme une subvention publique.

Ainsi, les avances conditionnées octroyées à faible taux d'intérêt, sont retraitées selon les règles suivantes :

- le « prêt » accordé par le gouvernement a été comptabilisé et évalué selon les dispositions d'IAS 39. En conséquence, le Groupe enregistre la dette correspondante à sa juste valeur, c'est-à-dire avec une décote (correspondant au différentiel de taux, actualisé au taux du marché), de manière à ramener son taux d'intérêt effectif (TIE) à celui d'une dette normale ;
- le bénéfice du taux d'intérêt inférieur à celui du marché (correspondant à la « décote ») a été évalué en tant que différence entre la valeur comptable initiale de l'emprunt déterminée selon IFRS 9 et les produits perçus. Le bénéfice identifié est traité comme une subvention publique. Cette subvention est comptabilisée en résultat au rythme des dépenses engagées par le Groupe et qui sont l'objet de cette subvention. Ces subventions sont comptabilisées dans la rubrique Frais de recherche et développement.

EVOLUTION DES AVANCES REMBOURSABLES ET DES PRETS A TAUX REDUITS (Montant en K€)	PTZI 1 100 K€	BPI France 950 K€	Avance BPI 400 K€	Avance Institutionnelle USA	TOTAL
Au 31 décembre 2020	524,1	278,3	189,1	305,6	1 297,0
(+) Encaissement					0,0
(-) Remboursement	(220,0)	(190,0)			(410,0)
Subventions				(317,1)	(317,1)
Charges financières	19,9	7,4	10,4		37,8
(+/-) Autres mouvements				11,5	11
Au 31 décembre 2021	324,0	95,6	199,5	0,0	619,2

- **Prêt à taux zéro Bpifrance (1 100 K€)**

Le 7 décembre 2015, BALYO SA a obtenu de la part de Bpifrance un prêt à taux zéro (PTZI) pour l'innovation de 1 100 K€, ne portant pas intérêt. Le remboursement débutera le 31 mars 2018 sur une durée de 5 ans avec une échéance annuelle de 220 K€. La juste valeur de cette avance a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt estimé de 5,58 % par an. L'impact de 244,6 K€ a été considéré comme une subvention. Le groupe n'ayant engagé aucune dépense au titre de ce programme, aucune subvention n'a été comptabilisée en résultat.

Le solde de la dette en valeur de remboursement s'élève à 330 K€ au 31 décembre 2021 contre 550 K€ au 31 décembre 2020.

- **Aide à l'innovation remboursable (950 K€)**

Le 23 mars 2014, BALYO SA a obtenu de la part de Bpifrance une aide à l'innovation remboursable de 950 K€ ne portant pas intérêt pour le développement d'une solution de stockage automatique grande hauteur avec ces robots mobiles, sans infrastructures.

Les versements de Bpifrance se sont échelonnés entre la signature du contrat et la fin du projet, les principales étapes étant :

- premier versement de 500 K€ postérieurement à la signature du contrat (reçu en mai 2014),
- solde à l'achèvement des travaux, soit en août 2015.

À la suite du succès commercial, les remboursements sont échelonnés trimestriellement, à partir du 31 mars 2017, avec une échéance trimestrielle de 47,5 K€.

La juste valeur de cette avance a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt estimé de 5,97 % par an. L'impact de 219,2 K€ a été considéré comme une subvention. Cette subvention a été comptabilisée en résultat avant le 1^{er} janvier 2015 pour 166,6 K€ et pour 52,6 K€ en 2015.

Le solde de la dette en valeur de remboursement s'élève à 95 K€ au 31 décembre 2021 contre 285 K€ au 31 décembre 2020.

Les décalages de paiements inférieurs à 12 mois ont un impact non significatif sur le recalcul du TEI.

- **Avance remboursable BPI (400 K€)**

Le 8 août 2019, BALYO SA a obtenu de la part de Bpifrance une aide à l'innovation remboursable de 400 K€ ne portant pas intérêt pour le développement de nouveaux prototypes de chargeurs sans contact permettant un chargement efficace et sécurisé pour les AGV.

Les versements de Bpifrance se sont échelonnés entre la signature du contrat et la fin du projet, les principales étapes étant :

- premier versement de 240 K€ postérieurement à la signature du contrat (reçu en août 2019),
- le solde en février 2022 selon la finalisation du projet.

En cas de succès commercial, les remboursements sont échelonnés trimestriellement, à partir du 30 septembre 2022, avec une échéance trimestrielle de 20 K€.

La juste valeur de cette avance a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt estimé de 5,58 % par an. L'impact de 91,8 K€ a été considéré comme une subvention. Cette subvention a été comptabilisée en résultat avant le 31 décembre 2019 pour 66,0 K€. Le solde de la subvention sera comptabilisé en résultat pour 25,8 K€ en 2022.

Au 31 décembre 2021, le solde de la dette en valeur de remboursement s'élève à 240 K€. La Société ne s'attend pas à être en capacité de percevoir sur 2022 le solde de 160 K€ pour cette avance remboursable au regard des conditions du contrat.

- **Prêt institutionnel de 375 K\$**

Le 10 avril 2020, BALYO Inc. a conclu un financement d'un montant de 375 K\$ visant à faire face aux conséquences financières de la pandémie COVID-19. Ce financement s'inscrit dans le cadre du « Paycheck Protection Program » mis en place par le gouvernement fédéral américain afin de soutenir les entreprises et d'assurer la continuité des salaires. Le montant du financement est calculé sur la base approximative mensuelle des salaires à payer, multipliée par 2,5.

Le contrat initial prévoyait une annulation totale ou partielle de la dette si la Société remplissait certains critères comme le maintien de l'effectif pendant la durée du prêt. La Société ayant satisfait à des conditions, la dette a été totalement annulée sur le premier semestre 2021.

Le solde de 311K€ a ainsi été reclassé au compte de résultat en tant que subvention, en diminution des frais généraux et administratifs.

4.11.2 Droits d'utilisation

EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES RELATIVES AUX OBLIGATIONS LOCATIVES (Montants en K€)	Matériel de transport	Droit d'utilisation	TOTAL
Au 31 décembre 2020	90,3	3 842,4	3 932,7
(+) Contrats de location conclus sur la période	19,8	2 918,4	2 938,2
(-) Diminution de la dette financière relative au droit d'utilisation (IFRS 16)	(62,6)	(990,1)	(1 052,7)
(-) Réduction de la durée du contrat*		(1 597,1)	(1 597,1)
Change		10,4	10,4
Au 31 décembre 2021	47,5	4 184,0	4 231,5

*Suite à la négociation avec le bailleur pour sortir du bail situé à Ivry, la durée d'engagement a été limitée à la prochaine résiliation triennale, soit le 31 janvier 2024 selon IFRS 16.40. La résiliation du bail, étant contractualisée postérieurement à la clôture des présents comptes, la dette sur obligations locatives concernant ce bail n'a pas été ajustée à sa date de résiliation effective (28 février 2022) conformément à IFRS16.45 (cf note 1.4 Evènements postérieurs à la clôture).

Les engagements liés aux loyers futurs à payer sont les suivants :

ENGAGEMENT SUR LES CONTRATS DE LOCATON (Montants en K€)	31/12/2021	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Baux commerciaux	4 184	1 141	1 904	1 139
Autres contrats	47,5	38,1	10,7	-
Total	4 231,5	1 177	1 915	1 139

4.11.3 Evolution de l'endettement financier

Ce tableau est présenté afin de justifier les flux présents dans le tableau des flux de trésorerie, relatifs aux flux liés aux financements.

Evolution de l'endettement financier (en milliers d'euros)	Dettes locatives (IFRS 16)	Avance remboursable	PGE	TOTAL Endettement financier
Au 31 décembre 2020	3 932,3	1 297,0	9 407,2	14 636,6
Décaissement	(1 052,7)	(410,0)		(1 462,7)
Flux de trésorerie cash	(1 052,7)	(410,0)	0,0	(1 462,7)
Effets de change	10,4	11,5		21,9
Intérêts courus			16,2	16,2
Nouveaux contrats	2 938,2			2 938,2
Coût de l'actualisation		37,8	92,8	130,6
Autres	(1 597,1)	(317,1)		(1 914,2)
Total des flux non cash	1 351,5	(267,8)	109,1	1 192,7
Au 31 décembre 2021	4 231,1	619,2	9 516,2	14 366,5

4.12 Engagements sociaux

Avantages à court terme et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en « Charges de personnel » le montant des avantages à court terme, ainsi que les cotisations à payer au titre des régimes de retraite généraux et obligatoires. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, le Groupe ne constate aucune provision au titre de ces régimes.

Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des régimes à prestations définies (régime dans lequel la Société s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation défini) sont comptabilisés au bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Cette évaluation repose sur l'utilisation de la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte la rotation du personnel et des probabilités de mortalité. Les éventuels écarts actuariels sont comptabilisés dans les capitaux propres, en « autres éléments du résultat global ».

Les engagements envers le personnel sont constitués de la provision pour indemnités de fin de carrière, évaluées sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable à savoir la convention SYNTEC.

Cet engagement concerne uniquement les salariés relevant du droit français. Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES	31/12/2021	31/12/2020
Âge de départ à la retraite	Départ volontaire à 65/67 ans	
Conventions collectives	SYNTEC Bureaux d'études	
Taux d'actualisation (IBOXX Corporates AA)	1,00%	0,50 %
Table de mortalité	INSEE 2017	
Taux de revalorisation des salaires	1,5 %	
Taux de turn-over	Faible	
Taux de charges sociales	Non cadres : 45,00 % Cadres : 45,00 %	

La provision pour engagement de retraite a évolué de la façon suivante :

ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Ouverture	433,4	384,4
Coûts des services passés	100,8	122,7
Coûts financiers	1,8	3,3
Ecarts actuariels	(181,2)	(77,0)
Clôture	354,8	433,4

4.13 Autres dettes

4.13.1 Autres passifs non courants

Les passifs non courants sont principalement constitués d'autres dettes non courantes.

4.13.2 Fournisseurs et comptes rattachés

DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Dettes fournisseurs	4 092,9	7 764,3
Factures non parvenues	557,8	770,6
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 650,7	8 534,9

Sur les fournisseurs et comptes rattachés aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où les montants ne représentaient pas d'échéance supérieure à 1 an au 31 décembre 2021.

4.13.3 Autres passifs courants et dettes fiscales et sociales

DETTES FISCALES ET SOCIALES (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Personnel et comptes rattachés	1 173,4	781,8
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	867,6	695,4
Autres impôts, taxes et versements assimilés	436,9	798,4
Total dettes fiscales et sociales	2 478,0	2 275,7

Le montant des autres impôts, taxes et versements assimilés correspond à de la dette sur TVA pour un montant de 175,8 K€, le delta correspond à des taxes diverses comme la CVAE pour 25 K€.

AUTRES PASSIFS COURANTS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Avances et acomptes sur commandes clients	3 120,7	2 944,7
Fournisseurs d'immobilisations	34,6	0,0
Autres dettes	57,6	63,2
Produits constatés d'avance	1 792,2	3 045,4
Total autres passifs courants	5 005,1	6 053,2

Le montant des avances et acomptes clients sont en lien avec le développement de l'activité du Groupe et concerne principalement les activités projets.

Les produits constatés d'avances concernent les activités de maintenance et seront reconnus en chiffre d'affaires à moins de 12 mois d'échéance.

Passifs sur contrats

PASSIFS SUR CONTRATS	31/12/2021
(Montants en K€)	
Produits constatés d'avance	
Solde d'ouverture	3 045,4
Montant reconnu en chiffre d'affaires sur la période	(2 267,1)
Montant à reconnaître sur les prochaines périodes	1 077,5
Ecart de conversion	(79,1)
Solde à la clôture	1 776,7

Les passifs sur contrats intègrent les avances sur commandes pour un montant de 3 120 K€ et les produits constatés d'avance pour un montant de 1 792 K€ (cf tableaux ci-dessus).

Le montant des avances et acomptes clients sont en lien avec le développement de l'activité du Groupe et concerne principalement les activités projets. Les produits constatés d'avances concernent les activités de maintenance et seront reconnus en chiffre d'affaires à moins de 12 mois d'échéance.

Le carnet de commande au 31 décembre 2021 ressort à 9,5 M€, dont l'essentiel sera reconnu en 2022.

Les actifs sur contrats intègrent l'ensemble des créances clients, décrits en note 4.6. La hausse atypique des factures à établir s'explique par des ventes du 4ème trimestre 2021, exceptionnellement facturées en 2022.

4.14 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances. Il en est de même pour les autres créances et les autres dettes courantes.

Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- les emprunts au coût amorti ;
- les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les emprunts et autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en « dettes financières courantes ».

Les actifs et passifs du Groupe sont évalués de la manière suivante pour chaque année en fonction des catégories d'évaluation définies par IFRS 9 :

(Montants en K€)	31/12/2021		Valeur - état de situation financière selon IFRS 9			
	Valeur Etat de Situation financière	Juste Valeur	Juste-valeur par le compte de résultat	Actifs financiers au coût amorti	Dettes ou créances au coût amorti	Juste valeur par OCI
Actifs financiers non courants	2 250,0	2 250,0		2 250,0		
Autres créances non courantes	0,0					
Clients et comptes rattachés	6 359,5	6 359,5		6 359,5		
Autres créances	279,2	279,2		279,2		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 215,5	10 215,5	10 215,5			
Total des rubriques relevant d'un poste d'actif	19 104,2	19 104,2	10 215,5	8 888,7	0,0	0,0
Dettes financières courantes	1 349,3	1 349,3			1 349,3	
Dettes financières non courantes	8 788,7	8 788,7			8 788,7	
Dettes liées aux obligations locatives non courantes	3 053,7	3 053,7			3 053,7	
Dettes liées aux obligations locatives courantes	1 177,4	1 177,4			1 177,4	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 650,7	4 650,7			4 650,7	
Autres passifs courants	3 212,9	3 212,9			3 212,9	
Total des rubriques relevant d'un poste de passif	22 232,7	22 232,7	0,0	0,0	22 232,7	0,0

(Montants en K€)	31/12/2020		Valeur - état de situation financière selon IFRS 9			
	Valeur Etat de Situation financière	Juste Valeur	Juste-valeur par le compte de résultat	Actifs financiers au coût amorti	Dettes ou créances au coût amorti	Juste valeur par OCI
Actifs financiers non courants	2 243,1	2 243,1		2 154,4		88,8
Autres créances non courantes	75,4	75,4		75,4		
Clients et comptes rattachés	8 039,4	8 039,4		8 039,4		
Autres créances	418,9	418,9		418,9		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 797,4	8 797,4	8 797,4	0,0		
Total des rubriques relevant d'un poste d'actif	19 574,2	19 574,2	8 797,4	10 688,0	0,0	88,8
Dettes financières courantes	717,9	717,9			717,9	
Dettes financières non courantes	9 988,8	9 988,8			9 988,8	
Dettes liées aux obligations locatives non courantes	3 141,4	3 141,4			3 141,4	
Dettes liées aux obligations locatives courantes	790,9	790,9			790,9	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 534,9	8 534,9			8 534,9	
Autres passifs courants	3 007,8	3 007,8			3 007,8	
Total des rubriques relevant d'un poste de passif	26 181,8	26 181,8	0,0	0,0	26 181,8	0,0

(Montants en K€)	Impacts compte de résultat au 31 décembre 2021		Impacts compte de résultat au 31 décembre 2020	
	Intérêts	Variation de juste valeur	Intérêts	Variation de juste valeur
Actifs				
Actifs évalués au coût amorti		0,0		0,0
Passifs				
Passifs évalués au coût amorti : emprunts auprès des établissements bancaires	(92,8)		92,8	
Passifs évalués au coût amorti : avances remboursables	(37,8)		(58,2)	0,0

4.15 Analyse de la variation du BFR

Détail de la variation du BFR	31/12/2021	31/12/2020	Variation	Ecart de conversion	Autres éléments non cash	Variation du BFR
Stocks (net des dépréciations de stocks)	3 362,2	3 379,8	17,7	29,6		47,2
Créances clients nets et autres actifs liés aux contrats clients	6 359,5	8 039,4	1 679,9	51,7		1 731,6
Autres créances	2 885,7	3 317,5	431,7	1,5		433,2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(4 650,7)	(8 534,9)	(3 884,3)	7,4		(3 891,7)
Dettes fiscales et sociales	(2 478,0)	(2 275,7)	202,3	12,5		189,9
Autres créiteurs et dettes diverses C/NC	(5 005,1)	(6 053,2)	(1 048,1)	68,8	58,2	(1 058,7)
Total	473,7	(2 127,1)	(2 600,8)	(5,9)	58,2	(2 548,5)

NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Chiffre d'affaires et marge brute

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe correspond au chiffre d'affaires issu des activités Projets.

Avant de comptabiliser le chiffre d'affaires, IFRS 15 impose d'identifier un contrat ainsi que les différentes obligations de performance contenues dans le contrat. Le nombre d'obligations de performance dépend des types de contrats et activités.

Vente de Kits Robotiques

Le produit est comptabilisé au moment où le contrôle des actifs est transféré au client. Le transfert du contrôle dépend notamment des termes contractuels et des incoterms applicables et peut parfois intervenir avant la livraison physique au client dans le cas des ventes à livrer (« Bill-and-hold »). Le Groupe retient le produit des ventes de marchandises évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou due, nette des retours, rabais, gestes commerciaux et remise sur volume.

Prestations de services

Ces services (assemblage sur chariot de base ou installations des robots sur site client) sont vendus soit en contrats propres avec le client, soit ils font partie d'une offre groupée de vente de kit robotiques à un client. À l'heure actuelle, le Groupe considère les équipements et les services comme des délivrables distincts et affecte la contrepartie entre ces délivrables selon la méthode du prix de vente, requis par IFRS 15. Étant donné que le service d'assemblage ou d'installation est un service permanent qui est reçu et consommé par les clients simultanément à la performance de l'entité, le Groupe comptabilise les produits de ce service à la délivrance de la prestation.

Contrats « Projet » :

La majorité des contrats « Projets » signés par le Groupe BALYO permet un transfert de contrôle progressivement de l'actif vendu (installation de kit robotiques dans une solution complète) à son client. Le chiffre d'affaires est donc reconnu en fonction du stade d'avancement. Les contrats types du Groupe incluent généralement les dispositions relatives à l'acceptation des clients. Cependant, s'il n'existe pas une acceptation spécifique du client dans le contrat, les produits sont reportés jusqu'à ce que les conditions d'acceptation soient satisfaites.

Maintenance :

Ces services sont vendus soit seuls dans des contrats avec les clients, soit groupés avec la vente du véhicule à un client. À l'heure actuelle, le Groupe comptabilise les équipements et les services sous forme de livrables distincts et répartit la contrepartie entre ceux-ci en utilisant l'approche du prix de vente autonome requise par IFRS 15. Le Groupe comptabilise le produit des services en fonction du stade d'avancement. Le Groupe n'ayant aucune expérience ni indication concernant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de maintenance, le chiffre d'affaires est comptabilisé de manière linéaire sur la durée du contrat.

Autres produits et services accessoires :

Certains services ou produits accessoires vendus (SAV, etc.), le transfert du contrôle a lieu à un moment précis et le chiffre d'affaires doit être comptabilisé immédiatement lors de la délivrance du service ou du produit.

Définition du « contrat cadre de commande » avec LINDE MATERIAL HANDLING

En dehors des états financiers, le Groupe communique dorénavant sur un « contrat cadre de commande » pour éviter toute confusion avec le « carnet de commandes » au sens de IFRS 15. Ce « contrat cadre de commande » est un cadre qui fixe les règles générales : rythme de commandes, types de kits, etc. LINDE MATERIAL HANDLING formalise chaque trimestre ses commandes à travers des ordres d'achats que la société enregistre en carnet à réception. Ce cadre ne prévoit pas de pénalités en cas de non-respect du montant annuel de commandes minimum annoncé; il ne peut être réconcilié avec les comptes, car il s'agit uniquement d'un montant annuel de commande minimum fixé dans le contrat avec le partenaire, étant précisé que le non-respect du montant annuel de commandes minimum annoncé dans le contrat cadre ne génère pas de pénalités

Le chiffre d'affaires pour les deux derniers exercices est le suivant :

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (Montants en K€)	31/12/2021		31/12/2020	
Vente de kits robotiques, projets et maintenances	20 940,8	96%	20 864,2	96%
Autres	842,8	4%	828,2	4%
Ajustement IFRS2 lié aux émissions de BSA au profit d'Amazon*	(11,6)	0%	(7,8)	0%
Total chiffre d'affaires	21 771,9	100%	21 684,6	100%

* Cf. note 4.9.3

CHIFFRE D'AFFAIRES ET MARGE BRUTE (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	21 771,9	21 684,6
Coût des ventes	(11 763,0)	(17 113,9)
Marge brute	10 008,9	4 570,7
Taux de marge brute	46%	21%
Taux de marge brute hors ajustement IFRS 2	46%	21%

Le montant des avances clients s'établit à 3 120 K€ au 31 décembre 2021 contre 2 945 K€ au 31 décembre 2020. Celles-ci sont toutes facturées en monnaie de fonctionnement du pays qui les émet.

La totalité des commandes prises par le Groupe au 31 décembre 2021 devrait être réalisée sur l'année 2022.

5.2 Détails des charges et produits par fonction

5.2.1 : Frais de recherche et développement

FRAIS DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	4 280,5	3 808,9
Achats de composants	453,7	587,2
Autres	72,7	85,3
Mise au rebut des frais de développement	0	0
Recherche et développement	4 806,8	4 481,4
Crédit d'impôt recherche	(942,5)	(620,9)

Subventions	0	0
TOTAL NET	3 864,3	3 860,5

Les charges comptabilisées sous la rubrique « Autres » regroupent essentiellement les frais de déplacements, les frais d'entretien et de réparation, les charges de location et les impôts et taxes. Les subventions correspondent au montant issu de l'application de la norme IAS 20.

5.2.2 : Frais de Marketing et Ventes

VENTES et MARKETING (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	1 491,2	1 891,5
Frais de déplacements	98,7	111,4
Coûts marketing	338,9	251,2
Autres	183,4	21,6
Ventes et marketing	2 112,2	2 275,8

Les charges comptabilisées sous la rubrique « Autres » regroupent les honoraires et frais annexes du service.

5.2.3 : Frais généraux et administratifs

FRAIS GENERAUX et ADMINISTRATIFS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	1 846,1	1 976,2
Honoraires	1 292,6	1 459,5
Locations	447,2	340,8
Frais de déplacements	171,5	175,0
Autres	677,8	1 059,7
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation (IFRS 16)	1 510,8	981,5
Total frais généraux	5 946,1	5 992,7
Subventions (1)	330,2	0
Frais généraux et administratifs	6 276,2	5 992,7

(1) Renvoi vers note 4.11.1

Les charges comptabilisées sous la rubrique « Autres » regroupent essentiellement les loyers non retraités sous IFRS 16, les charges locatives, les frais de déplacement, les honoraires versés aux consultants, les frais d'assurance et les frais bancaires, les impôts et taxes.

5.2.4 Autres produits / Charges non opérationnels

Au 31 décembre 2021, le montant comptabilisé en autres produits non opérationnels correspond à la plus-value de cession des BSA Norcan et de la reconnaissance du complément de prix à 100% pour une valeur de 935 K€.

5.3 : Effectifs et masse salariale

Les effectifs du Groupe à la fin des deux derniers exercices sont les suivants :

EFFECTIFS au 31 décembre	Exercice 2021	Exercice 2020
Cadres	111	119
Non cadres	23	27
Prestataires	9	9
Total effectifs moyens au 31 décembre	143	155

MASSE SALARIALE (Montant en K€)	Exercice 2021	Exercice 2020
Rémunérations brutes	7 677,5	8 972,8
Charges sociales	3 023,9	3 224,0
Prestataires	546,8	594,4
Masse salariale	11 248,2	12 791,1

5.4 Résultat financier

Le résultat financier inclut

- le coût de l'endettement,
- les produits liés aux placements financiers.

Les gains ou perte de change réalisés ou non sont également comptabilisés dans le résultat financier.

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Coût de l'endettement financier net	(343,1)	(323,2)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,0	13,4
Charges d'intérêts	(343,1)	(336,5)
Autres produits et charges financiers	(92,2)	(45,1)
Résultat de change	(54,5)	13,1
Effet de la désactualisation des avances remboursables	(130,6)	(129,2)
Effet de l'actualisation (TIE PGE N-1)	92,8	
Autres produits financiers		71,0
Résultat financier net	(435,3)	(368,2)

5.5 Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigé de la fiscalité différée. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres. Il est alors également comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

Les impôts différés sont évalués selon l'approche bilancielle au montant que l'entité s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci. Les impôts différés ainsi déterminés sont, le cas échéant, influencés par un éventuel changement du taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de clôture des états financiers.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et de la même entité imposable ou du même groupe fiscal, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent ;
- b) il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant l'expiration des pertes fiscales ou des crédits d'impôt non utilisés ;
- c) les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas ;
- d) les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Dans la mesure où il n'est pas probable que l'entité dispose d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

Le crédit d'impôt lié à la recherche pour les entités françaises est classé en résultat opérationnel sur la ligne « Frais de recherche et développement ».

5.5.1 Impôts différés actif et passif

Le taux d'impôt applicable au groupe est le taux en vigueur en France, soit 26,5%. Ce taux diminuera progressivement pour atteindre 25% à compter de 2022.

Le taux applicable à sa filiale BALYO Inc. s'élève à 19 % (Taux fédéral). Le taux d'impôt APAC s'établit à 17 %.

À ce stade, le résultat des filiales US et APAC étant déficitaire, seul le taux fédéral est indiqué. En application des principes décrits ci-dessus, aucun impôt différé actif n'est comptabilisé dans les comptes du groupe au-delà des impôts différés passifs pour l'ensemble des exercices présentés.

5.5.2 Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

PREUVE D'IMPÔT (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net	(2 202,3)	(7 239,8)
Impôt consolidé	0,0	0,0
Résultat avant impôt	(2 202,3)	(7 239,8)
Taux courant d'imposition en France	26,50%	28,00%
Impôt théorique au taux courant en France	(583,6)	(2 027,1)
Différences permanentes	10,6	11,6
Paiement en actions	66,8	13,2
CIR	(249,8)	(253,9)
Déficit fiscal non activé / Activation de déficits antérieurs	756,0	2 256,2
Charge/produit d'impôt du groupe	0,0	0,0
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>

5.5.3 Nature des impôts différés

NATURE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Autres décalages temporaires	1 920,2	329,2
Déficits reportables	0,0	701,0
Total des éléments ayant une nature d'impôts différés actif	1 920,2	1 030,2
Impôts différés non reconnus	1 910,5	0,0
Autres décalages temporaires	9,7	1 030,2
Total des éléments ayant une nature d'impôts différés passif	1 920,2	1 030,2
Total net des éléments ayant une nature d'impôts différés	0,0	0,0

Le montant des déficits fiscaux indéfiniment reportables dont dispose le groupe s'établit au 31 décembre 2021 à 70,9 M€ contre 64 M€ au 31 décembre 2020 et concerne principalement la France.

5.6 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions du Groupe, retraité des actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Si la prise en compte pour le calcul du résultat dilué par action des instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA) génère un effet anti-dilutif, ces instruments ne sont pas pris en compte.

Le tableau ci-après présente le calcul du résultat par action :

RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (Montants en euros)	31/12/2021	31/12/2020
Résultat de l'exercice (en K€)	(1 928,0)	(7 909,4)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour résultat de base	29 847 402	28 697 927
Nombres moyen pondéré d'actions en circulation pour résultat dilué*	32 311 010	30 235 227
Résultat de base par action (€/action)	(0,06)	(0,28)
Résultat dilué par action (€/action)	(0,06)	(0,28)

* En 2021, des plans sont devenus caducs.

Étant donné que le groupe affiche des pertes en 2020 et 2021, le résultat dilué par action est identique au résultat net par action.

Le 29 juin 2020, le conseil d'administration a mis en œuvre la délégation obtenue lors de l'assemblée générale du 26 juin 2020 et présenté son programme de rachat d'actions propres pour une part maximale de 10% du capital social.

NOTE 6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

6.1 Principaux contrats de partenariats

6.1.1 Contrat de partenariats avec LINDE MATERIAL HANDLING

En date du 4 novembre 2014, la Société, a signé un premier accord global de partenariat industriel et commercial avec le groupe LINDE MATERIAL HANDLING pour une durée de trois ans.

LINDE MATERIAL HANDLING, leader européen de la manutention, fait partie du Groupe KION GROUP AG et est la maison mère de FENWICK, la marque française du groupe.

Au titre de cet accord de partenariat, la Société et LINDE MATERIAL HANDLING développent, et commercialisent une gamme de robots de manutention autonomes sous le nom de « Linde Robotics ».

La Société et LINDE MATERIAL HANDLING ont convenu de la mise en place d'une force de vente conjointe afin de promouvoir et commercialiser efficacement les robots de manutention autonomes.

Il est également prévu que la Société forme les employés de LINDE MATERIAL HANDLING en charge de la distribution et de la maintenance des robots de manutention autonomes de la gamme.

Selon les termes de cet accord, chaque partie peut résilier le contrat de plein droit sur avis signifié par courrier et sans compensation de l'autre partie :

- dans le cas d'un changement de propriété directe de l'autre partie, d'une fusion ou d'une scission ;
- dans le cas de l'acquisition de 10 % ou plus du capital par un concurrent directe de Linde.

En outre, dans le cas où LINDE céderait sa participation dans la Société, la Société est en droit de mettre fin de façon discrétionnaire au contrat de partenariat.

À la suite des succès commerciaux rencontrés ainsi qu'à la qualité de la collaboration, la prorogation de ce partenariat a été signée en mai 2017 au niveau de KION GROUP AG pour une durée de dix ans (6 ans avec la possibilité d'étendre à 10 ans). Un avenant à ce contrat a été signé en septembre 2019, améliorant notamment les conditions de paiements sous forme d'acompte versés à la commande plus élevés.

Le contrat cadre de commandes pour 2022 par le Groupe Linde Material Handling au profit de Balyo s'établit à 13,9 M€.

6.1.2 Contrat de partenariats avec HYSTER-YALE

En date du 29 octobre 2015, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale américaine BALYO Inc., a signé un accord global de partenariat industriel et commercial avec le groupe HYSTER-YALE.

HYSTER-YALE confère ainsi à la Société un accès privilégié au marché de la manutention en Amérique du Nord au travers de ses deux marques historiques : HYSTER (principalement positionné sur les chariots industriels lourds) et YALE (principalement positionnée sur les chariots électriques).

Cet accord signé pour une durée de trois ans vise à développer la présence des solutions de la Société en Amérique du Nord et à offrir aux clients d'HYSTER-YALE une gamme complète de robots autonomes couvrant l'ensemble des besoins de la manutention indoor. La Société et HYSTER-YALE ont convenu de la mise en place d'une force de vente conjointe afin de promouvoir et commercialiser efficacement les robots de manutention autonomes.

Il est également prévu que la Société forme les employés de HYSTER-YALE en charge de la distribution et de la maintenance des robots de manutention autonomes de la gamme. Ce contrat a été renouvelé pour une période de dix ans en novembre 2018.

La Société a notifié à Hyster-Yale en janvier 2021 la perte de l'exclusivité des ventes dont elle bénéficiait sur le territoire couvert dans le contrat 2018 suite au non-respect de son engagement de commande annuel de robots/kits en 2020.

6.1.3 Contrat de partenariats avec AMAZON

Début janvier 2019, la Société a annoncé un accord commercial de 7 ans avec le géant de l'e-commerce Amazon. Cet accord est entré en vigueur suite à la décision de l'Assemblée générale du 22 février 2019 qui a attribué à Amazon 11.753.581 Bons de Souscription d'Actions (« BSA »), chacun ayant une durée de vie de sept ans et donnant droit de souscrire à 1 action nouvelle. Dans le cas où tous les BSA seraient exercés, Amazon obtiendrait le droit de souscrire jusqu'à 29 % du capital de BALYO pour un niveau de commandes total atteignant 300 millions d'euros. (cf note 4.14.pour plus de détails sur l'impact sur les comptes annuels consolidés)

NOTE 7. AUTRES INFORMATIONS

7.1 Parties liées

7.1.1 Transactions avec des parties liées

D'après la norme IAS 24, « Information relative aux parties liées », une partie liée est une personne physique ou morale qui est liée à l'entité qui présente ses états financiers.

Cela peut être n'importe laquelle des personnes suivantes :

- une personne ou une société qui exerce un contrôle sur le Groupe ;
- une entreprise associée du Groupe ;
- un membre important de l'équipe dirigeante de la Société (ou un membre de sa famille).

Une transaction avec une partie liée implique un transfert de marchandises, de prestations de services ou d'obligations entre le Groupe et la partie liée.

Les parties liées identifiées au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 sont les suivantes :

- Le Groupe Linde, en tant qu'actionnaire, membre du Conseil d'Administration et partenaire commercial de la Société. Les flux sont les suivants :

FLUX Groupe LINDE (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	18 334	18 627
Achats avec le Groupe Linde	(754)	(4 704)
Créances clients	1 943	6 070
Acomptes reçus	(2 149)	(2 798)
Dettes fournisseurs	(2 529)	(5 525)

- Le Groupe Hyster Yale, en tant qu'actionnaire, membre du Conseil d'Administration et partenaire commercial de la Société. Les flux sont les suivants :

FLUX Groupe HYSTER-YALE (Montants en K\$)	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	1 613	2 083
Achats avec le Groupe Hyster Yale	(53)	(4)
Créances clients	183	831
Acomptes reçus	(100)	(83)
Dettes fournisseurs	(9)	(1)

7.1.2 Rémunérations des dirigeants

Aucun avantage postérieur à l'emploi n'est octroyé aux membres du Conseil d'Administration. Le Groupe a défini et limité la définition de principaux dirigeants aux dirigeants mandataires sociaux. Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration s'analysent de la façon suivante (en K€) :

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS (Montants en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Rémunérations fixes	223,6	186,8
Rémunérations variables dues	0,0	0,0
Avantages en nature	5,0	5,3
Garantie sociale de chômage	5,6	21,8
Jetons de présence	34,0	25,0
Paiements fondés sur des actions	0,0	261,6
TOTAL	268,2	500,5

7.2 Gestion et évaluation des risques financiers

BALYO peut se trouver exposé à différentes natures de risques financiers : risque de marché, risque de crédit et risque de liquidité. Le cas échéant, BALYO met en œuvre des moyens simples et proportionnés à sa taille pour minimiser les effets potentiellement défavorables de ces risques sur la performance financière. La politique de BALYO est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation.

7.2.1 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le Groupe évalue le risque de solvabilité de ses clients. Cette solvabilité tient compte à la fois des éléments purement internes au Groupe, mais aussi d'éléments contextuels comme sa localisation géographique, la situation économique globale et les perspectives d'évolution sectorielle.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif, celui-ci est principalement concentré sur les créances clients. La valeur nette comptable des créances constatées reflète la juste valeur des flux nets à recevoir estimés par la Direction, en fonction des informations à la date de clôture. Le Groupe n'a pas pris en compte de garanties, ni d'accords de compensation éventuels avec des passifs de même maturité pour réaliser les tests de dépréciation des actifs financiers.

Il n'existe pas d'actifs financiers échus non dépréciés significatifs.

Les banques relationnelles du Groupe ont toutes satisfaites aux exigences des tests de solvabilité prévus par les réglementations de l'UE.

- Créances clients

Un risque crédit existe dès lors qu'une perte éventuelle peut survenir, si un client ne peut honorer ses engagements dans les délais prévus. Le Groupe exige de ses clients le versement d'acomptes lors de chaque prise de commande. Les créances clients détenues envers le Groupe LINDE correspondent au pourcentage de chiffre d'affaires fait avec le Groupe. Au regard du partenariat, le Groupe estime avoir un risque limité de non-recouvrement.

7.2.2 Risque de taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt est géré par la direction du Groupe en liaison avec ses principaux établissements bancaires partenaires. Depuis plusieurs exercices, la politique du Groupe est de s'endetter à taux variable. Cependant, au 31 décembre 2021, l'ensemble des dettes financières restantes ont été contractées à taux fixe.

7.2.3 Risque de change

Le Groupe est exposé au risque de fluctuation des taux de change sur les transactions commerciales et financières qui sont effectuées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité du Groupe qui les enregistre.

- Répartition du chiffre d'affaires en monnaies étrangères

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2021 est facturé essentiellement en EUR (91%) et en USD (9%)

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2020 est facturé essentiellement en EUR (90%) et en USD (10%).

Les transactions intra groupe sont essentiellement réalisées dans les devises de la société qui émet la facture. Cela permet d'assurer l'auto-couverture.

- Répartition des dépenses en monnaies étrangères

Les dépenses sont majoritairement libellées en euros, à l'exception des dépenses locales des filiales réalisées en monnaie locale.

Les dépenses locales réalisées par

- la société située aux Etats-Unis et libellées en USD représentent 10,4 % du total des dépenses courantes au 31 décembre 2021 contre 11,9 % au 31 décembre 2020.

- la société située à Singapour libellées en SGD représente 5,4 % du total des dépenses courantes au 31 décembre 2021 contre 3 % au 31 décembre 2020.

7.2.4 Risque de liquidité

La trésorerie au 31 décembre 2021 s'élève à 10,2 M€ (cf. note 4.8). La continuité d'exploitation a été analysée (cf. note 2.1).

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle a retenu le principe de continuité d'exploitation sur la base des éléments suivants :

- une trésorerie disponible de 10,2 M€ au 31 décembre 2021,
- une structure de coûts nettement abaissée en 2021
- un plan de transformation de la Société centré sur la consolidation de ses partenariats avec Linde et Hyster-Yale, et le développement de ses ventes directes et auprès d'un réseau d'intégrateurs intra logistiques
- la signature d'un contrat cadre de commande de LINDE Material Handling à hauteur de 13,9 M€ pour l'exercice 2022,
- l'étalement de la période de remboursement d'un prêt PGE obtenu en 2020 pour 9,5 M€ sur une durée de 5 ans (entre juin 2022 et juillet 2026),

Les comptes clos au 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le conseil d'administration selon le principe de continuité d'exploitation au vu des prévisions d'activité et de trésorerie à plus de 12 mois.

Aucune des dettes financières du Groupe n'est soumise à covenants.

7.2.5 Risque liés aux impacts COVID-19

Le paragraphe ci-dessous présente une mise à jour de l'évaluation des risques relatifs à la crise sanitaire actuelle liée au COVID-19. La cellule mise en place par la Société pour suivre la crise sanitaire actuelle liée au coronavirus COVID-19 et les risques et impacts sur la Société est maintenue et continue à se réunir régulièrement. Elle aborde la situation selon les différents axes exposés ci-dessous. Malgré notre vigilance accrue, et compte tenu du caractère évolutif et inédit de cette situation, même si certains risques sont identifiés, nous pourrions ne pas être en mesure d'identifier et de maîtriser l'ensemble des risques.

• Personnel :

L'organisation du travail sur nos sites a été et est encore à ce jour adaptée en fonction de l'évolution de la situation, au niveau international mais également au niveau local, et dans le respect des mesures d'hygiène et de sécurité dictées par les gouvernements des pays où la Société opère. Pendant les périodes de confinement, la plupart des activités, y compris les activités de R&D, sont réalisées en télétravail. La production des kits et l'assemblage sur les chariots continuent sur le site de Moissy, de même que la validation sur le site d'Ivry. La production a été finalement peu impactée par la crise sanitaire actuelle malgré quelques retards de livraisons de chariots de base et de composants. En revanche, les déplacements professionnels de notre personnel demeurent perturbés, ceci impactant essentiellement les installations sur site et les relations commerciales avec nos partenaires et nos clients.

Ces éléments combinés aux autres effets socio-économiques de la crise peuvent entraîner une hausse des risques psychosociaux. La Société a engagé des plans d'actions pour les détecter le plus en amont possible et y remédier.

• Partenariats, pouvant avoir une incidence sur le risque de liquidité :

Dans le cadre de cette crise sanitaire, nos partenaires pourraient être amenés à réorienter leur stratégie ou revoir les priorités de développement de leur portefeuille, ce qui pourrait impacter nos accords existants et le déroulement des programmes de recherche et développement concernés ou nous empêcher de conclure de nouveaux accords. Les impacts de la crise sanitaire sur le déroulement des partenariats en cours, qu'ils soient menés par la Société, ou par ses partenaires institutionnels ou industriels, restent encore d'une ampleur incertaine pour les mois à venir.

LINDE Material Handling a fait preuve en 2021 de sa confiance dans Balyo en respectant les accords négociés début 2021 et notamment l'engagement de commande annuel d'un montant de 13,6 M€.

La Société a négocié fin 2021 avec LINDE Material Handling un nouveau contrat cadre de commande annuel pour 2022 (13,9 M€). Il n'y a aucun contrat cadre de commande annuel de robots/kits de la part de HYSTER-YALE pour 2022.

La perte potentielle d'un partenaire pourrait impacter à court terme la liquidité de la société.

Des retards pris dans le plan de transformation ou un allongement de la crise sanitaire COVID-19, pourraient avoir un impact significatif sur la capacité de la Société à disposer des liquidités suffisantes pour la continuité de son activité, ce qui la conduirait à rechercher d'autres sources de financement.

Compte tenu de cette crise, et malgré l'obtention d'un étalement sur 5 ans du remboursement du prêt PGE à hauteur de 9,5 M€, la Société étudie les possibilités de se procurer des capitaux supplémentaires, et/ou d'avoir recours à des financements supplémentaires. Dans le cas où le Groupe lèverait des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires pourrait être diluée. Le financement par endettement, dans la mesure où il serait disponible, pourrait par ailleurs comprendre des engagements contraignants pour le Groupe et ses actionnaires.

Un manque de liquidité, à court, moyen ou long terme, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

Sur la base des éléments décrits ci-dessus, la Société considère qu'elle pourra faire face à ses échéances à 12 mois à la date de publication du présent document.

Le Groupe pourrait ne pas réussir à se procurer des capitaux supplémentaires quand il en aura besoin, ou ces capitaux pourraient ne pas être disponibles à des conditions financières acceptables pour le Groupe. Si les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles, le Groupe pourrait devoir :

- retarder, réduire ou supprimer le nombre ou l'étendue de son activité ; et
- conclure de nouveaux accords de collaboration à des conditions moins favorables pour lui que celles qu'il aurait pu obtenir dans un contexte différent.

Dans le cas où le Groupe lèverait des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires pourrait être diluée. Le financement par endettement, dans la mesure où il serait disponible, pourrait par ailleurs comprendre des engagements contraignants pour le Groupe et ses actionnaires.

• **Finance :**

L'apparition de certains ou tous les risques listés ici, ou de d'autres risques liés à la crise sanitaire qui ne sont pas encore identifiés, pourrait avoir des effets négatifs sur les opérations et sur la situation financière de la Société, en particulier sur sa liquidité et ses perspectives.

7.3 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (Montants en K€)	Exercice 2021				Exercice 2020			
	Commissariat aux comptes		Autres services (SACC)		Commissariat aux comptes		Autres services (SACC)	
	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%
ECOVIS	29,6	23%	0	N/A	28,3	21%	-	-
DELOITTE	101,5	77%	0	N/A	91,7	79%	-	-
Total des honoraires	131,1	100%	0	100%	119,9	100%	-	-
Total annuel	131,1				119,9			